

L'ALGÉRIE ENREGISTRE DES TAUX DE CROISSANCE POSITIFS

Pérenniser les réformes et les consolider plus

Malgré des conjonctures mondiales difficiles, l'Algérie a su tirer parti des vents favorables pour une croissance robuste et diversifiée. L'activité s'est accélérée et les équilibres macroéconomiques se sont améliorés, sauf que l'investissement privé et la diversification restent nécessaires à la croissance à long terme, d'où la nécessité de consolider les acquis de la période de transition par d'autres réformes, encore plus déterminantes. P 3



EN VISITE DE TRAVAIL À
TOUGGOURT

Arkab lance les travaux d'une nouvelle centrale solaire

En visite de d'inspection et de travail dans la wilaya de Tougourt, le ministre de l'Énergie et des mines, Mohamed Arkab, a entamé sa tournée par l'inspection de la station de distribution de kérosène située à l'aéroport-Sidi Mahdi.

P 16

NUMÉRISATION

Les Collectivités comptent leurs ressources humaines



En application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Urbanisme, Brahim Merad, visant à accélérer le rythme de parachèvement de la modernisation du secteur, notamment en matière de gestion et de valorisation des ressources humaines

P 5

TÉLÉPHONIE MOBILE

Régulation du marché des smartphones et relance de leur fabrication locale

Le thème de la régulation et de l'organisation du marché des smartphones en Algérie à travers l'examen de la possibilité de relancer leur fabrication locale, a été au centre d'une séance de travail conjointe, présidée dimanche à Alger par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, en compagnie du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi-Triki, et du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni.

P 5

Afrika[®]
AgroFood
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

SIPSA[®]
FILAH
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

DJAZAUA[®]
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

D'ICI À LA FIN 2024

Organisation des 2^{es} assises nationales sur l'enfance

La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, a révélé à Alger, que la 2e édition des assises nationales sur l'enfance sera organisée d'ici à la fin de l'année. Dans une déclaration à l'APS en marge d'un iftar collectif organisé au Centre de prise en charge socio-psychologique de Bentalha en l'honneur des enfants orphelins, Mme Cherfi a précisé que des rencontres régionales seront prochainement organisées en prévision de la 2e édition des assises nationales sur l'enfance en Algérie. Elle a par ailleurs rappelé le projet d'action nationale pour l'enfance, en cours d'élaboration, vise à renforcer les mécanismes et les programmes nationaux mis en place dans le domaine de la protection de l'enfance et ce en associant les représentants de divers secteur concernés, de la société civile, d'acteurs dans le domaine de l'enfance ainsi que des experts. Dans le même sillage, Mme Cherfi a mis en exergue les efforts de l'Etat dans le domaine de la protection et de la promotion de l'enfance, notamment à travers l'arsenal juridique et les programmes nationaux mis en place, et les mesures prises. S'agissant de l'Iftar collectif, Mme Cherfi a souligné qu'il s'inscrit dans le cadre des activités solidaires avec les enfants, notamment pendant le mois sacré afin de préserver la cohésion sociale et apporter la joie et le bonheur à cette catégorie. Pour sa part, le président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche scientifique (Forem), Mustapha Khiami, a indiqué que cette initiative est devenue une tradition louable organisée depuis des années en coordination avec l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (ONPPE). A noter que cette rencontre a été marquée par la distribution de vêtements de l'Aid à ces enfants et l'organisation de plusieurs activités récréatives auxquelles ils ont participé dans une ambiance familiale.

ALGÉRIE POSTE

Un nouveau service pour l'assurance automobile

Le marché de l'assurance automobile en Algérie a connu une évolution significative avec le lancement d'un nouveau service par Algérie Poste en partenariat avec Alliance Assurances.

Sous le slogan « Achetez maintenant, payez plus tard », cette initiative du paiement échelonné vise à faciliter l'accès à l'assurance automobile pour les clients. De plus, les avantages de ce paiement échelonné sont : Acquisition facilitée : Désormais, les clients d'Algérie Poste peuvent souscrire à une assurance auto facilement, que ce soit en agence ou à distance, via le site web. Premier versement réduit : Pour bénéficier de cette facilité de paiement, les clients n'ont besoin que de verser un premier acompte minimum, représentant entre 30 et 40% du montant total. Échelonnement des paiements : Le reste de

la prime d'assurance peut être payé de manière échelonnée, permettant ainsi aux assurés de gérer leurs dépenses de manière plus souple. Déduction automatique mensuelle : Une fois le contrat établi, les paiements mensuels seront automatiquement déduits du compte postal du client, simplifiant ainsi le processus de paiement. Ce nouveau service répond à une demande croissante des clients en matière de flexibilité et de facilité de paiement. En offrant la possibilité de payer l'assurance automobile de manière échelonnée, Algérie Poste et Alliance Assurances s'adaptent aux besoins spécifiques des conducteurs algériens. Comment ce nouveau service d'Algérie

Poste fonctionne ? Pour bénéficier de ce service, les clients peuvent se rendre dans une agence d'Algérie Poste ou effectuer leur souscription en ligne. Une fois le contrat établi, le client paie un premier versement réduit, puis les paiements suivants sont planifiés de manière régulière. Pour résumer, l'objectif principal de cette initiative est de rendre l'assurance automobile plus accessible à un plus grand nombre de personnes. En réduisant les barrières financières liées au paiement intégral de la prime d'assurance, cette nouvelle option offre une solution pratique pour les conducteurs qui ont besoin de flexibilité dans leurs dépenses.

GRANDE POSTE D'ALGER

Dans la liste des plus beaux joyaux architecturaux du monde

L'Algérie regorge de paysages emblématiques et de sites historiques qui ne demandent qu'à être visités. D'ailleurs, un de ces derniers domine le classement des plus beaux sites architecturaux à découvrir dans le monde. En effet, dans un récent classement établi par le site spécialisé Architectural Digest. En plus de la diversité de ses paysages et la richesse de son patrimoine et ses traditions, l'Algérie se distingue aussi par de nombreux sites historiques d'une beauté à couper le souffle, dont la Grande Poste d'Alger.

Des 11 plus beaux bureaux de poste du monde : Alger se distingue

Érigée en 1910, la Grande poste d'Alger domine le classement d'Architectural Digest. En effet, l'édifice, située rue Larbi Ben M'hidi à Alger centre, occupe la première place de cette liste qui comprend onze des plus beaux bureaux de poste du monde. Conçue par les architectes Jules Voinot et Marius Toudoire, la Grande poste d'Alger attire les regards des plus curieux par sa façade imposante et ses détails fine-

ment dessinés. Ses arcs en fer à cheval, ses frises sculptées et ses mosaïques témoignent de la grandeur de l'architecture mauresque. La Grande poste d'Alger, un des joyaux architecturaux de la capitale. Par ailleurs, en deuxième position de ce classement des plus beaux bureaux de poste du monde, figure le bureau de poste central de Saigon à Hô Chi Minh-Ville, au Vietnam, suivi par le Palacio de Correos de Mexico, qui occupe la 3^e place de ce podium. En 4^e place, Architectural Digest cite le bureau de poste des États-Unis à Los Angeles et en 5^e posi-

tion le Palacio de Comunicaciones à Madrid. Ce classement se poursuit par le bureau de poste de Columbus à Indiana qui occupe la 6^e place et le bureau de poste James A. Farley à New York en 7^e position. De plus, le Palazzo Delle Poste à Raguse se positionne, quant à lui, en 8^e marche de ce classement. Le bureau de poste principal de Bonn, le bureau de poste général de Calcutta et enfin le bureau de poste de Winslow à Arizona arrivent en 9^e, 10^e et 11^e places de ce classement des 11 plus beaux bureaux de postes du monde.

L'ANS ET L'ONJSA

Collecte de sang mardi à la Coupole

L'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) en collaboration avec l'Agence nationale du sang (ANS), organise une opération de collecte de sang, aujourd'hui mardi (22h00) à la Coupole de l'Office du Complexe Olympique (OCO) Mohamed-Boudiaf à Alger, à l'occasion de la journée mondiale du donneur de sang, a indiqué un communiqué, l'ONJSA. Le mouvement sportif national (Comité Olympique et sportif algérien, fédérations sportives, clubs, dirigeants, entraîneurs, athlètes, arbitres, supporters, entre au-

tres), ainsi que la société civile sont cordialement invités à prendre part massivement à cette opération. "Cette initiative se veut être une tradition, et vise à remédier un tant soit peu, à la baisse alarmante de la fréquentation des structures de transfusion sanguine". Le prélèvement se fera dans la grande salle de la Coupole qui sera équipée pour la circonstance, sous la supervision des médecins de l'ANS, représentant le ministère de la Santé, et la collaboration de la direction générale du complexe olympique Mohamed Boudiaf.

Placée sous le slogan "Pour l'Algérie", cette initiative qui réunira toutes les conditions de sécurité exigées pour cette action noble et citoyenne, "vise à mobiliser le mouvement sportif national dans toutes ses composantes ainsi que la société civile pour un élan de solidarité et de générosité en ce mois sacré (Ministère de la Jeunesse et des Sports, Comité olympique algérien, Fédérations sportives, Ligues et clubs sportifs, athlètes, entraîneurs, dirigeants, supporters, associations, personnalités, célébrités, etc)", a ajouté le communiqué de l'ONJSA.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

L'ALGÉRIE ENREGISTRE DES TAUX DE CROISSANCE POSITIFS

Pérenniser les réformes et les consolider plus

Malgré des conjonctures mondiales difficiles, l'Algérie a su tirer parti des vents favorables pour une croissance robuste et diversifiée. L'activité s'est accélérée et les équilibres macroéconomiques se sont améliorés, sauf que l'investissement privé et la diversification restent nécessaires à la croissance à long terme, d'où la nécessité de consolider les acquis de la période de transition par d'autres réformes, encore plus déterminantes.

Par Réda Hadi

Effectivement si même les bailleurs de fonds internationaux, reconnaissent la pertinence des réformes mises en place, elles n'en sont pas moins perfectibles. En effet, grâce à celles-ci (les réformes) à 4,2%, la croissance de l'économie nationale s'est maintenue un rythme positif en 2023, et les perspectives de sa consolidation en 2024 sont jugées favorables, de l'avis même des institutions financières internationales. Mais tout ce résultat a pour fondement les réformes entreprises ou engagées par les pouvoirs publics. Reste qu'elles doivent être prolongées pour être plus pérennes.

C'est en cela que beaucoup d'économistes estiment que ces réformes doivent s'insérer au sein d'un cadre théorique cohérent aboutit par ses actions, pour éliminer le poids de la bureaucratie, de la sphère informelle, l'inflation et la cotation des monnaies, le faible taux de croissance, le chômage, le gel de projets tel que souligné récemment par le président de la République.

Faire des réformes, c'est bien mais les améliorer c'est encore mieux

Invités par nos confrères de la radio nationale, Mahfoud Kaoubi, expert en questions économiques et financières, abonde en ce sens et précise, qu'après le succès des réformes institutionnelle et juridique, il est maintenant nécessaire de consolider les



acquis de cette période de transition, par de nouvelles réformes.

Alors que la crise de l'économie mondiale perdure, « l'Algérie, quant à elle, a enregistré des taux de croissance positifs sur trois années consécutives », note M. Kaoubi, appelant, par la même occasion, à des réformes de 2ème génération pour, dit-il, « atteindre des taux de croissance de 7 à 8% ».

L'expert préconise, à ce propos, d'entamer les chantiers de réformes touchant à la « sphère réelle de l'économie ».

Il s'agit d'abord, énumère l'intervenant, de mettre en œuvre le chantier de la réforme industrielle. Après que les lignes directrices ont

été tracées dans la réglementation relative à l'investissement, il est temps de décider ce que l'on veut réellement faire de l'industrie nationale. Deuxièmement, il faut résoudre les problèmes importants de l'économie nationale et le secteur marchand de l'État doit avoir une réponse claire à ce sujet afin d'amorcer un retour à la croissance.

Celui-ci appelle, enfin, à accélérer la réforme financière et à œuvrer à « la réhabilitation de l'environnement bancaire en favorisant la loi du marché ». « L'ouverture du capital du CPA, dont les résultats sont plus ou moins positifs, doit encourager les responsables à engager davantage de réformes ».

ENERGIE

Les prix du pétrole s'élèvent

Les prix du pétrole ont augmenté au cours des échanges de ce lundi, consolidant leurs récents gains dans un contexte d'attente d'une diminution des approvisionnements due aux réductions de l'OPEP+ et aux attaques contre les raffineries russes. Cela survient dans un contexte d'espoir d'une demande accrue de pétrole, sur fond de données manufacturières chinoises optimistes et d'anticipation du début de baisses d'intérêts aux États-Unis, ce qui a soutenu les prix.

Jeudi, les prix du pétrole ont terminé leurs échanges avec une hausse de plus de 2%, sur fond d'indicateurs d'augmentation de la demande et de baisse de l'offre, réalisant des gains hebdomadaires, mensuels et trimestriels. À 07 h 57 GMT, les prix à terme du brut de référence Brent, pour livraison en juin 2024, ont augmenté de 0,45%, atteignant 87,39 dollars le baril. Dans le même temps, les prix à terme du brut américain West Texas Intermediate, pour livraison en mai, ont augmenté de 0,48%, pour atteindre 83,57 dollars.

NUMÉRISATION

Les Collectivités comptent leurs ressources humaines

En application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Urbanisme, Brahim Merad, visant à accélérer le rythme de parachèvement de la modernisation du secteur, notamment en matière de gestion et de valorisation des ressources humaines, la Direction générale des ressources humaines, de la formation et des statuts a initié un processus national de numérisation des documents administratifs relatifs à la gestion des carrières des hauts fonctionnaires, des employés et des agents contractuels au niveau de l'ensemble des wilayas et des communes.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre du développement du système moderne de gestion intégrée des carrières et de prise de décision répondant aux plus hauts niveaux d'efficacité, en phase avec les différents projets sectoriels et en faveur d'un développement local équitable et durable.

Cette opération, entamée le 9 mars dernier, a permis de numériser 40% des documents administratifs liés à la gestion des ressources humaines au niveau des wilayas, et 25% au niveau des communes.

Au mois de février, à l'occasion de la mise en place du Plan d'action 2024, le ministre de l'intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a souligné l'importance d'une large intégration des outils modernisation dans la gestion des ressources humaines à travers des systèmes intégrés qui constituent un véritable outil de prise de décision et assurent un diagnostic précis et opportun des capacités humaines disponibles et du territoire de leur présence. Un processus permettant d'assurer la gestion rationnelle des ressources hu-

maines basée sur les principes d'entraide, d'adaptation et de proactivité, ainsi que l'inclusion d'une plus grande flexibilité dans la gestion des parcours professionnels sur la base de la spécialisation et de la compétence et l'ouverture d'opportunités pour les jeunes professionnels.

A cet égard, les walis et les Présidents d'APC sont tenus de présenter chaque 15 jours un rapport détaillé du processus de numérisation. Dans une instruction, il est stipulé que « dans le cadre du suivi du processus, les walis, les chefs de daïras et les Présidents d'APC sont tenus de soumettre, tous les 15 jours, un rapport périodique au ministère de l'Intérieur, comprenant toutes les données relatives à la numérisation des documents administratifs liés à la gestion du parcours professionnel des ressources humaines relevant du secteur de l'intérieur et des collectivités

locales ».

La même instruction précise que ce processus devra être élargi à tous les fonctionnaires y compris les contractuels en service, les retraités, les détachés, les fonctionnaires et les contractuels en service national, ou toutes autres situations.

Compte tenu de l'importance de ce processus au vu de son caractère stratégique, le ministère a accordé aux walis, chefs de daïras, et Présidents d'APC un délai de deux mois, à compter de la date de réception de l'instruction, pour achever l'opération ».

Pour ce faire, le ministère a souligné que tous les moyens matériels et humains seront mis à leur disposition pour la réussite de l'opération. « Nous attachons une grande importance à la mise en place des conditions matérielles et humaines pour la réussite de cette opération », est-il mentionné.

ABSENTE
DEPUIS LE COVID
Nabors revient
en Algérie

Absente depuis trois (3), l'entreprise américaine mondiale, Nabors Drilling, signe son retour en Algérie en signant un contrat de quatre (4) plateformes de forage avec la compagnie nationale des hydrocarbures, Sonatrach. Présente en Algérie pendant de longues années, Nabors LTD a dû cesser ces projets sur le sol de notre pays à la suite de la crise sanitaire du covid-19. Mais en ce début d'année 2024, l'entreprise américaine a pu reprendre ses activités de forage à la faveur de ce contrat conclu avec Sonatrach. Dans un communiqué rendu public, la compagnie indique : « Nabors a récemment remporté un contrat de quatre plateformes de forage avec Sonatrach Division Forage en Algérie. Elle a commencé ses opérations au premier trimestre 2024. » « Cet accord, poursuit Nabors, non seulement renforce la collaboration entre les deux sociétés, il représente également une étape stratégique vers le retour de Nabors dans la région. Car le regain d'activité suscite notre intérêt pour la région. » Quels sont les avantages que va tirer Sonatrach de sa coopération avec Nabors ? De son côté, John Mabry, le responsable de Nabors Algérie, souligne qu'avec la relance de ses opérations en Algérie, Nabors va soutenir les entreprises locales, créer des opportunités d'emploi et s'engager dans la formation de la main-d'œuvre algérienne. En outre, il faut savoir que les appareils de forage de la classe PACE® de Nabors comptent parmi les équipements les plus avancés au monde. Sonatrach utilisera donc dans ses projets des technologies de pointe Nabors LTD est une entreprise américaine de forage pétrolier et gazier d'envergure mondiale. Basée à Houston, au Texas, Nabors possède la plus grande flotte de forage terrestre au monde, avec environ 400 appareils de forage dans plus de 20 pays. Ainsi, ce nouveau contrat confirme la volonté de Sonatrach, sacrée meilleure entreprise en Afrique en 2024, de renforcer sa division exploration/production. Bénéficiant d'un budget de 36 milliards de dollars pour un plan de 5 ans (2024-2028), le groupe multiplie les contrats avec des entreprises étrangères. Le but affiché est de procéder au forage de 114 nouveaux puits, d'ici à 2028, dans le cadre de la mise en exploitation des récentes découvertes faites dans plusieurs régions du pays.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH ELAURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

ANCA

L'organisation se félicite de l'hommage rendu par le président de la République au rôle des commerçants durant le Ramadhan

L'Association nationale des commerçants et artisans algériens (ANCA) s'est félicitée, dimanche dans un communiqué, de l'hommage rendu par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux commerçants pour leur contribution à l'approvisionnement du marché et à la stabilité des prix durant le mois de Ramadhan. Dans son communiqué, l'Association s'est félicitée de l'hommage rendu par le président de la République aux commerçants pour leur contribution à l'approvisionnement du marché et à la stabilité des prix durant le mois de Ramadhan, appelant les professionnels parmi les commerçants, producteurs et opérateurs

économiques à redoubler d'efforts pour assurer la stabilité des marchés de façon régulière et permanente. L'ANCA a également salué la volonté sincère du président de la République de bâtir une économie forte et diversifiée, en référence à la création de coopératives à même d'organiser les professionnels dans les secteurs de la production et de l'industrie manufacturière qu'il a appelée de ses vœux lors de son entrevue périodique avec les représentants des médias, diffusée samedi soir. L'Association a souligné, dans ce sens, que les coopératives sont désormais les principaux piliers de la croissance économique dans les pays développés eu égard

à leur capacité à booster la production et à stimuler la croissance et à leur potentiel compétitif. L'ANCA a considéré que l'intérêt porté par le président de la République à la poursuite de la généralisation de la numérisation et à l'établissement d'un système statistique précis comme conditions pour que des décisions et mesures logiques en accord avec la réalité et les objectifs économiques puissent être prises "encouragera sans nul doute les institutions nationales et les organisations professionnelles à œuvrer à la mise à niveau de leurs activités et à la modernisation de leurs moyens en plaçant la formation continue au cœur du processus".

RELANCE DE L'INVESTISSEMENT

L'importance de mettre en valeur les réformes économiques soulignée

L'importance de mettre en valeur les réformes économiques liées à l'investissement a été recommandée par des experts et journalistes, animateurs d'une rencontre sur les médias nationaux et l'information numérique, comme mécanismes de décollage économique. Cette recommandation ainsi que d'autres ont été formulées samedi soir, conséquemment aux débats organisés le 18 février dernier, dans le cadre de cette rencontre tenue à l'initiative du Centre algérien de prospective économique, de développement des investissements et d'entrepreneuriat (ACEFIDE). Les recommandations lues par le président de l'ACEFIDE, Akram Zidi, en présence du ministre de la Communication, Mohamed Laagab et de nombreux représentants de ministères, institutions publiques et instances financières et économiques, ont souligné l'importance de poursuivre les efforts déployés dans la mise en avant, par les spécialistes dans le domaine économique et les partenaires sociaux, des différentes étapes des réformes économiques liées à l'investissement et la promotion des acquis dans ce domaine. Il s'agit également d'œuvrer pour accentuer les canaux de communication entre les intervenants dans le domaine économique à travers une approche participative claire,

outre le renforcement des efforts des pouvoirs publics, par une ressource humaine en mesure de contribuer efficacement dans les programmes de développement. La promotion de la culture juridique et celle de la consultation auprès des opérateurs économiques a été également recommandée. Les participants à cette rencontre ont aussi appelé à encourager l'émergence d'une presse spécialisée en économie, en mesure de débattre des idées autour des questions économiques et de fournir une information claire qui profite aux acteurs écono-

miques. Dans le même ordre d'idée, les participants ont relevé l'importance de promouvoir la production audiovisuelle relative au domaine économique et la mise en avant des acquis nationaux à travers des reportages et autres formes de productions. Au cours de cette rencontre, le président de ACEFIDE, a rappelé que l'Algérie avait opéré un processus de réformes "important" auquel le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune s'est engagé, soulignant que ces réformes ont donné lieu à plusieurs lois réformatrices, dont

les lois sur l'investissement et sur le foncier économique, outre de nombreuses réformes financières et institutionnelles visant à améliorer le climat d'affaires et à encourager l'investissement. Il a relevé, à cet égard, la nécessaire "intensification des efforts" entre économistes, experts, journalistes, organisations patronales et organismes économiques pour mettre en évidence ces réformes et mettre à jour les informations et les connaissances relatives aux différents secteurs d'activités.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 31 مارس 2024 الموافق لـ 21 رمضان 1445
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 31 mars 2024 (le 21 Ramadan 1445)

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	83	95	71	البطاطا
	Tomate	99	113	85	الطماطم
	Oignon sec	81	88	74	البصل الجاف
	Ail sec	489	558	419	الثوم الجاف
	Carotte	72	81	63	الجزر
	Navet	74	83	66	لفت
	Chou-fleur	80	89	70	قرنبيط
	Choux	62	69	55	كرنب
	Courgette	71	81	61	الكوسة
	Haricot vert	381	410	351	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	104	119	89	الخس
	Pomme locale	463	579	347	التفاح المحلي
	Datte	558	688	428	التمر
	Orange	144	176	112	البرتقال
	Citron	153	174	133	الليمون
Produits d'origine animale	Banane	429	442	416	الموز
	Viande bovine locale	1693	1818	1568	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	491	504	478	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	91	حليب البقر (لتر)

TÉLÉPHONIE MOBILE

Régulation du marché des smartphones et relance de leur fabrication locale

Le thème de la régulation et de l'organisation du marché des smartphones en Algérie à travers l'examen de la possibilité de relancer leur fabrication locale, a été au centre d'une séance de travail conjointe, présidée dimanche à Alger par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, en compagnie du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi-Triki, et du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, indique un communiqué du ministère de l'Industrie.

Lors de cette réunion, qui s'est déroulée en présence du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, et d'opérateurs économiques activant dans le domaine des téléphones mobiles, "les opérateurs économiques ont présenté différentes expériences en matière d'assemblage des téléphones mobiles dans le cadre des anciens systèmes SKD et CKD, saluant l'expérience acquise au cours de cette période et les investissements réalisés, sachant que les chaînes de production sont prêtes à relancer cette industrie", précise le communiqué. A l'occasion de cette réunion qui s'inscrit dans le cadre de la

coordination entre les départements ministériels, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a insisté sur la nécessité de recenser toutes les potentialités disponibles en vue de les mobiliser et de conjuguer les efforts pour réussir cette initiative. Pour sa part, le ministre de la Poste et des Télécommunications a affirmé que son secteur ministériel déploie de grands efforts pour moderniser les infrastructures et fournir l'Internet, relevant la nécessité de fournir des téléphones mobiles pour atteindre l'autosuffisance sur le marché local, à condition qu'ils soient dotés des dernières technologies et d'assurer le service après-vente. De son côté, le mi-

nistre du Commerce a évoqué "la nécessité de contrôler le commerce extérieur et ce en procédant à une évaluation approfondie afin d'éviter les erreurs antérieures, en particulier celles liées à l'intégration", selon la même source. Les opérateurs présents à la réunion ont exprimé leur satisfaction de la stratégie du Gouvernement visant à relancer cette activité, affirmant leur volonté d'atteindre l'objectif escompté. Il a été également convenu de "poursuivre les rencontres avec les opérateurs économiques pour tracer les grandes lignes du cahier des charges régissant cette activité", conclut le communiqué. (APS)

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Une centaine d'opérateurs locaux se positionnent pour fournir des composants

Une centaine d'opérateurs locaux sont en train de se positionner dans le domaine de la sous-traitance pour devenir des fournisseurs des industries automobiles dans différents domaines d'activités, a indiqué le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun. S'exprimant dans une interview accordée à la revue "Indjazat", M. Aoun a souligné que le développement de l'industrie automobile présente des opportunités d'investissement dans les filières liées à la sous-traitance et l'exportation vers les usines automobiles à l'étranger. Dans ce contexte, il a affirmé qu'"actuellement, des centaines

d'opérateurs locaux sont en train de se positionner pour devenir des fournisseurs des industries automobiles dans différents domaines d'activités, dont une vingtaine sont en mesure de produire pour le secteur automobile, certains ayant même abouti à un contrat de prestation-fourniture avec des constructeurs automobiles après une phase d'accompagnement-homologation". A ce propos, il a cité notamment les constructeurs Renault, Fiat et Sovprovi (construction de camions de marque Volvo), précisant que le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a adopté une stratégie d'accompagnement aux sous-traitants. Cette stratégie

d'accompagnement vise essentiellement, a-t-il expliqué, "la création d'une base de sous-traitance qui constitue un préalable essentiel pour assurer un développement viable pour les filières industrielles, le renforcement de l'intégration des capacités nationales à travers la valorisation des intrants locaux en vue d'assurer la substitution aux importations et l'augmentation du potentiel d'exportation". La sous-traitance concerne, a-t-il détaillé, les composants-produits constitués de siège, de câblage, tapis d'étanchéité, joints d'étanchéité, pièces en plastique, pneumatique, pièces en caoutchouc, batteries, peinture et solvants, vitrage, sellerie, fuseaux

de câbles et pièces usinées. Dans ce sillage, M. Aoun a assuré que des mesures incitatives ont été mises en œuvre pour encourager l'activité de sous-traitance, en faisant bénéficier les constructeurs d'un régime préférentiel et en les exonérant des droits de douanes et de la TVA des composants et matières premières importés ou acquis localement par les sous-traitants dans le cadre de leurs activités. Il a été également convenu la création des 4 bourses de sous-traitance et de partenariat qui ont pour rôle l'accompagnement des entreprises sous-traitantes et la mise en relation d'affaires entre donneurs d'ordres et receveurs d'ordres.

COMMERCE

Régulation des marchés durant le Ramadhan

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a affirmé que les mesures proactives décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour garantir la disponibilité des produits de base, ont permis de réguler les marchés pendant le mois de Ramadhan, indique, dimanche, un communiqué du ministère. Le ministre a présidé une réunion d'évaluation tenue par visioconférence avec les directeurs régionaux et de wilayas, en présence des cadres centraux, consacrée à l'examen des développements du marché pendant le mois de Ramadhan et l'Aïd

El-Fitr, en sus de la présentation des mesures et des politiques prises pour garantir la disponibilité des produits de base "à des prix raisonnables". Dans ce cadre, le ministre a affirmé que "les instructions strictes et les mesures proactives du président de la République visant à garantir la disponibilité des produits de base en autorisant l'importation des viandes rouges et blanches, à réguler les marchés pendant le mois de Ramadhan, à augmenter la part des minoteries privées en blé, et à multiplier la production d'huile et de sucre, ont contribué à la stabilité du marché pendant ce mois sacré", souligne le communiqué.

Par ailleurs, le ministre a salué "la coopération et la coordination totale" entre son département et les ministères de l'Agriculture et du Développement rural, de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, ainsi que "leur contribution efficace" à la stabilisation des prix des produits de large consommation tout en assurant leur disponibilité. Il a également loué les efforts des cadres centraux, des directeurs régionaux et de wilayas, ainsi que des inspecteurs et agents de contrôle, notamment dans la mise en œuvre des politiques et des me-

sures prises, soulignant l'importance du travail collectif et de la coordination efficace pour atteindre "les objectifs communs au service des citoyens et pour renforcer la stabilité économique et sociale". Au terme de la réunion, M. Zitouni a exprimé sa confiance en la capacité des cadres et des directeurs à poursuivre leur travail avec le même "enthousiasme et dévouement" pendant la période de l'Aïd El-Fitr, appelant à intensifier les efforts pour garantir la disponibilité des marchandises et des biens essentiels aux citoyens durant cette occasion religieuse. (APS)

TOURISME

La 23e édition du SITEV du 30 mai au 2 juin

Le commissariat du festival du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV) organisera du 30 au 2 mai prochain, la 23e édition du SITEV 2024, indique, dimanche, un communiqué du ministère du Tourisme et de l'Artisanat.

Organisé sous le patronage du ministère du Tourisme, ce Salon qui se tiendra au niveau du pavillon central du Palais des expositions (Alger), sera un événement important pour promouvoir la destination touristique algérienne. "Cet événement est un rendez-vous annuel attendu par les opérateurs et les professionnels pour accéder aux marchés touristiques locaux et internationaux, afin d'élargir le cercle des clients et promouvoir leurs produits et leurs offres", ajoute le communiqué. C'est également une occasion pour les opérateurs touristiques de différents pays, y compris les agences de tourisme, les sociétés d'hébergement, d'hôtellerie et de transport et les startups activant dans le domaine de la numérisation et du tourisme, de promouvoir leurs programmes, d'organiser des réunions d'affaires, de conclure des accords de partenariat, d'échanger des expériences et de s'informer sur les nouveautés du tourisme national et international. Le ministère a invité dans son communiqué les personnes intéressées à s'inscrire et à participer aux activités de cet événement via le site-web du Salon: www.sitev.dz, soulignant que le Salon comprendra un riche programme de rencontres organisées par des experts et des spécialistes dans le domaine du tourisme. (APS)

MOSTAGANEM

Production de plus de 1,600 million de quintaux d'agrumes

La wilaya de Mostaganem a enregistré, au titre de la présente saison agricole (2023-2024), une production « abondante » de diverses variétés de produits agrumicoles estimée à plus de 1,600 millions de quintaux, a-t-on appris, de la direction locale de services agricoles (DSA).

Un bilan définitif du service organisation de la production et appui technique à la DSA fait état d'une production agrumicole, cette année dans la wilaya de Mostaganem, dépassant de 8% (soit 120.000 quintaux supplémentaires) les objectifs prévisionnels fixés au début de la récolte. Ainsi à l'issue de la campagne, qui a débuté au mois de novembre dernier et qui a pris fin récemment, une production de 1,621 millions de quintaux toutes variétés agrumicoles confondues, a été engrangée dans cette collectivité locale du Nord-ouest, a fait savoir la même source, signalant une augmentation de 27 % (346.000 Qx supplémentaires) par rapport à la saison écoulée. Les différentes variétés d'orange se taillent la part du lion de la production réalisée par les professionnels de la filière estimée à 1,06 million Qx, notamment la Washington Navel (555.000 Qx) et la Thomson Navel (510.000 Qx), la Sanguine et la Double fine (250.000 Qx), ainsi que la Clémentine (220 .000 Qx) et la Mandarine (4.290 Qx) . S'agissant du citron, la même source évalue le volume de sa production à 77.000 Qx, avec un taux de rendement de 310 quintaux à l'hectare. A signaler que la DSA avait, au début de la campagne de récolte, tablé sur une production devant dépasser 1,502 million Qx pour un rendement de 295 Qx à l'hectare. L'abondance de la production a fortement contribué à la baisse des prix de ces produits agricoles, sachant que certaines variétés d'oranges, la Thomson notamment, a été commercialisée dans les marchés de la wilaya et de la région Ouest à 150, voire 100 dinars le kg, et ce, contrairement à ce qui a été constaté durant les années écoulées. L'agrumiculture est marquée, ces dernières années, par une stabilité de la production grâce à la maîtrise des techniques en lien avec sa culture, au soutien de l'Etat aux professionnels de la filière, à la vulgarisation agricole et au suivi régulier assuré par les techniciens et les spécialistes de la Station de protection des végétaux, selon la même source. La wilaya de Mostaganem a réalisé, lors de la saison agricole écoulée, une production de 1,275 million Qx, une performance qui l'a hissée au troisième rang national, signale-t-on.

CONSTANTINE

Plusieurs projets d'infrastructures sportives à réceptionner le 5 juillet

Plusieurs projets d'infrastructures sportives et de jeunes seront réceptionnés, dans la wilaya de Constantine, à l'occasion des festivités marquant le 62ème anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse (5 juillet 1962 -2024), a annoncé le wali, Abdelkhalak Sayouda.

Il s'agit entre autres de 5 nouvelles piscines, une cinquantaine de stades de proximité et un important pôle sportif situé au chef-lieu de wilaya, a précisé M. Sayouda dans un point de presse, animé en marge d'une visite d'inspection des projets relevant du secteur de la jeunesse et des sports. Le même responsable a fait état également d'une opération de réhabilitation de 8 stades communaux devant être réceptionné dans les jours à venir, en plus d'un vaste programme de mise à niveau de 8 maisons de jeunes à travers le territoire de la wilaya, dont la réception est prévue dans trois mois. M. Sayouda, qui a mis l'accent sur l'importance de ces projets dans la promotion de l'activité sportive parmi les

jeunes et la découverte de nouveaux talents, a indiqué que la wilaya de Constantine a lancé une importante opération de reconversion de locaux et marchés de proximité inexploités en structures de sports pour les jeunes. A ce titre, M. Sayouda a fait état de l'exemple du marché de proximité inexploité de la commune Messaoud Boudjeriou, reconverti en une salle de sports qui a été inspectée aujourd'hui dans le cadre de cette visite. Des opérations similaires ont été lancées également dans les communes d'El Khroub et d'Ain Smara, a fait savoir le même responsable qui a réitéré l'engagement des autorités locales à promouvoir le sport et à accompagner les jeunes talents en leur offrant un cadre adéquat

pour pratiquer leurs disciplines sportives. Au cours de sa visite d'inspection des projets relevant du secteur de la jeunesse et des sports, le wali s'est rendu, notamment aux chantiers du stade communal de la commune de Messaoud Boudjeriou, aux salles spécialisées et omnisports de la commune Hamma Bouziane, ainsi qu'aux projets d'un complexe sportif de proximité, situé à la localité Salah Bey, dans la commune de Constantine, une auberge de jeunes, à Sidi M'cid, une maison de jeunes, à Bab El Kantara, une auberge de jeunes à la cité Boussouf et le pôle sportif de la même cité en plus d'autres projets situés dans les communes d'Ain Smara et d'El Khroub.

BISKRA

Le jardin du 1er-Novembre 1954 rouvert au public après réhabilitation et réaménagement

Le jardin du 1er-Novembre 1954, situé au cœur de la ville de Biskra, a été inauguré après une opération de réhabilitation et de réaménagement. Le wali de Biskra, Lakhdar Sedas, accompagné de plusieurs responsables locaux et d'acteurs de la société civile, a présidé la cérémonie d'inauguration de cet espace de loisirs qui a fait «peau neuve» dans le cadre d'un programme portant sur la réhabilitation et l'aménagement de

quatre (4) jardins publics de la capitale des Ziban. Le réaménagement du jardin du 1er-Novembre 1954 qui se présente désormais sous un nouveau jour, plus esthétique et plus avenant, a duré six (6) mois durant lesquels il a été procédé à l'entretien des arbres (à l'intérieur et à l'extérieur), la réfection de l'éclairage public, la mise en place de jets d'eau et l'installation d'équipements de jeux et de loisirs pour les

enfants. S'exprimant au sujet du programme de wilaya relatif à la réhabilitation des équipements urbains, le wali a indiqué que l'ouverture des différents parcs de loisirs «reflète les efforts déployés en vue d'une exploitation rationnelle de ces espaces pour restaurer la valeur environnementale de la ville de Biskra et son modèle urbain en tant que zone touristique». Pour rappel, le programme de prise en charge des espaces récréatifs et

des différents parcs de la commune de Biskra comprend, en plus du réaménagement du jardin du 1er-Novembre 1954, la réhabilitation du jardin Landon, du parc Bachir-Bennacer de la cité El Alia, du jardin des «150 logements», en plus de la création d'un nouvel espace vert public mitoyen de l'école pour jeunes, et de plusieurs autres lieux publics de repos et de loisirs dans la zone d'expansion urbaine de la «route de Batna».

TIARET

Remise d'ordres de service de la réalisation de 120 projets de développement

Des ordres de service pour la réalisation de 120 projets financés au titre des différents programmes de développement, ont été remis au siège de la wilaya de Tiaret. Présidant la cérémonie, le wali de Tiaret, Ali Bouguerra a indiqué que la plupart des ces projets liés directement à l'amélioration des conditions de vie des citoyens sont inscrits pour l'exercice 2024, soit dans le cadre des programmes sectoriels ou du budget de wilaya ou des plans communaux de développement PCD ou le fond de garantie et de solidarité des collectivités locales. Les ordres de service, remis aux responsables des entreprises de réalisation, directeurs du secteur, chefs de daïra et présidents d'APC, représentent 45 projets communaux et 75 projets sectoriels. Les projets entrepris par les communes touchent plusieurs domaines, tels que la réhabilitation des écoles, le renouvellement des réseaux d'assainissement et de l'eau potable, l'amélioration urbaine et l'équipement en réservoirs de gaz propane. Ils doivent générer au moins 450 emplois directs. Quatorze projets gérés par la direction de construction, architecture et construction portent sur l'aménagement urbain des lotissements sociaux. Quatre autres à l'actif de la direction de l'habitat et l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) concerne des études de réalisation et l'aménagement de 300 logements publics locatifs à Ksar Chellala, Hamadia, Takhmet et Ain D'heb. Cinq ordres de services ont également été remis pour la réalisation d'espaces verts et le reboisement de terrains vagues et des entrées de 143 écoles primaires réparties dans les communes de neuf daïra sous la tutelle de la conservation des Forêts, et 4 projets au profit du secteur des travaux publics, dont ceux de réalisation d'ou-

vrages d'art et de correction des tracés de chemins de wilaya et un projet affilié à la direction des Télécommunications lié à la réalisation d'un bureau de poste. La direction de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de Sonelgaz, elle a livré 43 ordres de service pour approvisionner en électricité un nombre important d'habitations rurales, en plus d'un ordre de service pour un projet affilié au secteur de la culture et des arts. Il s'agit de l'élaboration d'un plan de protection et de valorisation de deux sites archéologiques "Clomanta 1 et 2" dans la commune de Dahmouni. Le wali a souligné que ces projets ont été confiés sur la base d'évaluation de moyens humains et matériels des entreprises pour leur réalisation suivant les normes techniques et aux délais impartis, annonçant que des réunions mensuelles seront tenues pour évaluer le taux d'avancement de ces travaux.

AIE-COP28-GECF-OPEP-USA

La bataille autour des prévisions de production & demande en énergies fossiles

Ils sont tous d'accord sur la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre à travers une transition énergétique. Ils sont tous d'accord pour développer et accélérer le recours aux énergies vertes et renouvelables. Ils sont tous d'accord pour y investir dans l'intérêt de l'humanité à travers l'accès universel à une énergie propre et abordable. Mais les intérêts, les voies proposées, les prévisions à long terme, sont loin d'être les mêmes.

2^e partie et fin

Par Abdelmadjid Attar (*)

Il a ainsi reproché aux stratégies qui « se concentrent presque exclusivement sur le remplacement des hydrocarbures par des alternatives, d'avantage sur les sources que sur la réduction des émissions », et font croire que l'industrie pétrolière « l'ennemi juré de la transition, alors que les hydrocarbures sont de 80% dans le mix énergétique, contre 4% pour l'énergie éolienne et solaire ». Pour lui la croissance de la demande va se poursuivre pour la simple raison qu'elle va être tirée par la consommation des pays en voie de développement qui ne consomment que 2 barils par an et par personne, alors que l'UE en consomme 9 barils et les USA 22 barils, sans compter que le gaz demeure le pilier de l'énergie mondiale, ce qui signifie « un pic pétrolier et gazier peu probable ».

Par conséquent la solution est dans la concentration des efforts sur la réduction des gaz à effet de serre et non dans la réduction des énergies fossiles dont l'exploitation et l'usage doivent effectivement faire l'objet d'investissements et de progrès en matière d'élimination de CO2. L'AIE quant à elle qualifie d'illusoire la démarche proposée par les pétroliers en matière de captage et de stockage du CO2, en affirmant que les technologies nécessitent beaucoup d'investissements et ne sont pas encore au point.

Au cours du Sommet mondial de la COP28, l'OPEP est partie jusqu'à demander à ses membres de refuser tout accord ciblant les énergies fossiles tout en déclarant que l'OPEP et ses associés « prennent au sérieux le changement climatique et il serait inacceptable que des campagnes aux motivations politiques mettent en danger la prospérité et l'avenir de nos peuples ». Mais après plusieurs jours de bataille autour des énergies fossiles et de diplomatie climatique, un consensus avait abouti autour d'un texte final qui a appelé à la « réduction progressive des énergies fossiles, de manière juste, ordonnée, et de façon équitable, en accélérant l'action au cours de cette décennie critique, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 ». Ce qui revenait à placer la responsabilité au niveau des consommateurs plus que des producteurs.

L'OPEP et les pétroliers qualifient les projections de l'AIE de dangereuses, pouvant mettre en péril la sécurité énergétique, et militent pour une transition énergétique plus réaliste qui ne peut réussir qu'avec un mix comprenant les énergies fossiles qui continueront notamment à jouer un rôle important dans la sécurité des approvisionnements énergétiques des industries, mais devront bien sûr se décarbonner grâce aux progrès technologiques en cours.

Dans une récente interview publiée le 26 Mars 2024 par « Oilprice », le SG de l'OPEP, Haitham Al-Ghais, est revenu sur le rôle positif joué par l'OPEP et les 52 compagnies pétrolières représentant 40% de la production pétrolière et gazière, et l'approbation de la charte de décarbonation des hydrocarbures à travers la réduction des émissions de carbone à zéro à l'horizon 2050, celle du torchage de gaz et des émissions de méthane à zéro d'ici 2030. Il a ainsi déclaré que pour l'OPEP « Il ne s'agit pas de choisir une source plutôt qu'une autre, d'autant

plus que la demande énergétique est appelée à augmenter de 23 % d'ici 2045 », en affirmant que « le pétrole conservera la plus grande part du mix énergétique, soit près de 30 %, et que la demande mondiale de pétrole augmentera pour atteindre 116 millions de barils par jour d'ici 2045 ». Il a en outre considéré que « les appels à cesser d'investir dans les hydrocarbures ne sont favorables ni au développement des énergies renouvelables ni au maintien de la sécurité énergétique ».

Il faut cependant noter que l'AIE vient de réaffirmer son soutien à la nécessité d'assurer la sécurité énergétique au courant du début du mois de Mars 2024. Elle a ainsi déclaré que « Même lorsque la demande commencera à décliner, le pétrole restera une partie importante du mix énergétique mondial pendant un certain temps », et « la consommation de pétrole ne disparaîtra pas du jour au lendemain », ce qui a conforté l'OPEP.

LA CRAINTE DU MARCHÉ PETROLIER & GAZIER

L'année 2024 a démarré avec une vision plus ou moins pessimiste sur la demande pétrolière qui arrivait à peine à dépasser les 100 millions de barils par jour, et un prix instable autour de 80 à 85\$ le baril de Brent, qui n'est maintenu que grâce aux coupes décidées par l'OPEP+. La persistance de la guerre israélo-palestinienne avec ses impacts sur les approvisionnements menacés par les Houthis, et les attaques ukrainiennes sur les raffineries russes, contribuent en ce moment aussi à stabiliser le prix du baril de pétrole autour de 85\$.

Les analystes de Standard Chartered prévoient que la demande demeurera donc tendue dans cette conjoncture et pourrait atteindre 103 à 104 millions de barils par jour en 2024, avec un prix pouvant lui aussi atteindre 94\$ pour le baril de Brent. Mais la crainte au niveau des marchés asiatiques et plus précisément celui de Chine, le plus grand importateur de pétrole dans le monde, annonce plutôt une période d'incertitude sur la demande. La croissance de sa demande est nettement inférieure à celle des années passées avec pratiquement - 20 millions de tonnes grâce à l'essor de la mobilité électrique entre autres usages.

De son côté, l'EIA qui prévoit que la production pétrolière américaine poursuivra sa croissance avec une moyenne de 13,2 millions de barils par jour en 2024 et 13,4 millions de barils par jour en 2025, annonce par contre une baisse progressive du baril de Brent, à 82\$ en 2024, puis 79\$ en 2025.

Pour ce qui est du marché gazier, les perspectives sont plutôt baissières tout au long du premier trimestre 2024 et ont peu de chance de le voir revenir au même niveau que 2022, malgré une légère hausse de la demande en Europe qui demeure cependant inférieure à celle de 2022.

On constate en ce moment qu'il est plus aisé d'émettre des hypothèses sur l'évolution de la demande et de la production, qu'il s'agisse de pétrole ou de gaz, mais pas en ce qui concerne le marché qui demeure incertain du fait de l'impact de paramètres géopolitiques surtout, de l'intensification des mesures d'efficacité énergétique, et de l'accélération du recours aux énergies renouvelables.

(*) Ancien ministre de l'Energie

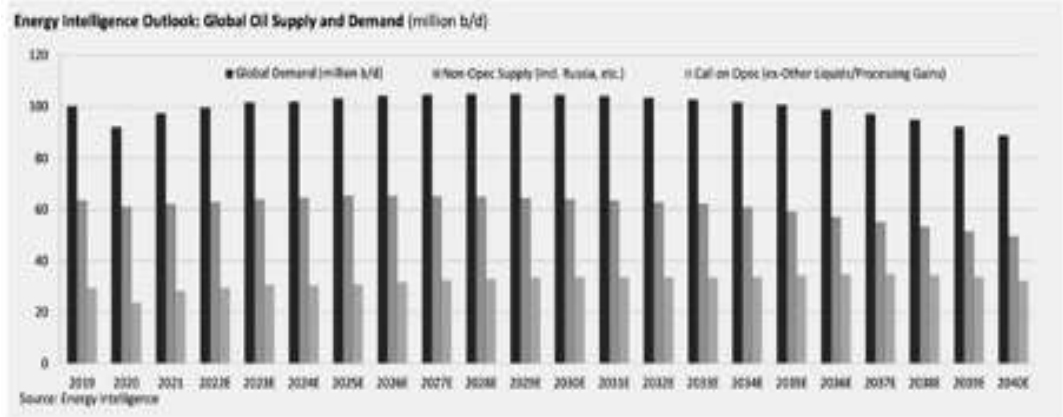


Figure 8: Global gas demand, split by demand sector

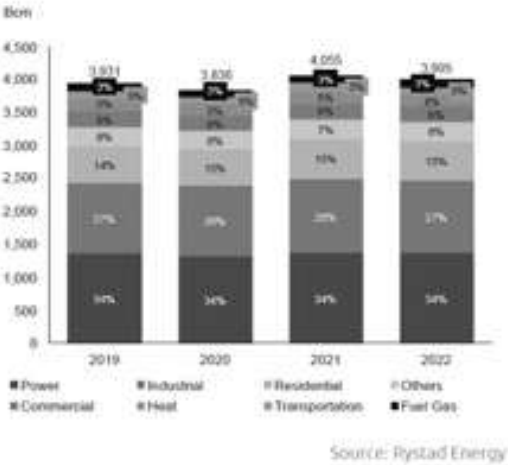
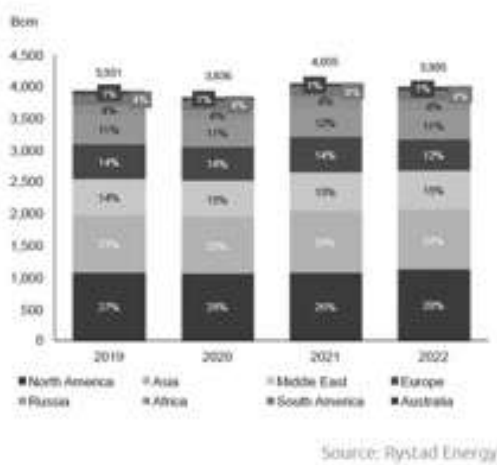
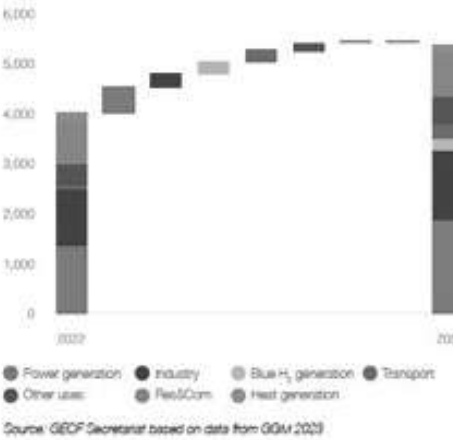


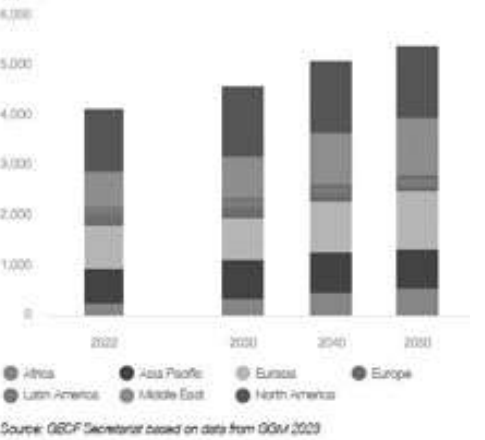
Figure 9: Global gas demand, split by region



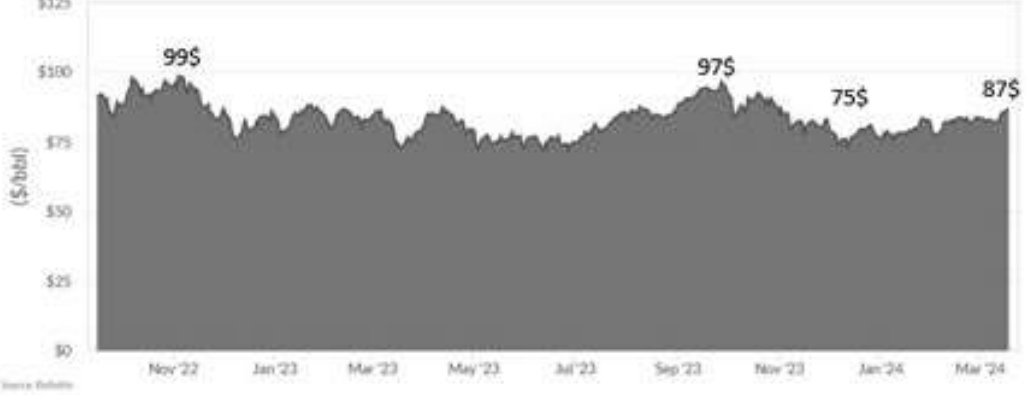
Natural gas demand outlook by sector, 2022-2050 (bcm)



Natural gas production outlook by region, 2022-2050 (bcm)



ICE BRENT CRUDE FUTURES



EMIRATS ARABES
UNIS

Partenariat
Masdar et CMA
CGM

L'«énergéticien émi-rien Masdar et CMA CGM ont signé un partenariat sur le long terme visant à conclure des contrats d'achat de carburants maritimes verts destinés aux navires de l'armateur marseillais. D'ici 2028, CMA CGM disposera d'une flotte de 119 navires capables de fonctionner aux carburants verts. Aussi, la coentreprise entre l'émirien TAZIZ et la société suisse Proman a lancé un appel d'offres pour un projet de construction de la première usine de méthanol des EAU dans la zone industrielle de Ruwais. Le complexe aura une capacité de production annuelle de 1,8 M de tonnes, le méthanol servant à produire des carburants, des adhésifs, des solvants ou encore des produits pharmaceutiques. Les offres techniques sont attendues d'ici le 17 avril.

QATAR

QatarEnergy
annonce
l'attribution des
quatre
principaux
contrats
d'ingénierie

QatarEnergy annonce l'attribution des quatre principaux contrats d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et d'installation (EPCI), évalués au total à plus de 6 Md USD, dans le cadre de la troisième phase de développement d'Al-Shaheen, le plus grand champ pétrolier du Qatar. Les quatre lots EPCI ont été attribués à des compagnies américaines et asiatiques.

ENDETTEMENT DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES
ENTRE 2015 ET 2022 EN TUNISIE

Le flux net de crédits mobilisés
est passé à 2,76 milliards de
dinars en 2022

Un récent rapport de l'INS, intitulé «Endettement des agents économiques non financiers, lecture dans les comptes financiers», montre que l'endettement des sociétés non financières, qui repose exclusivement sur le crédit et dont le taux d'endettement s'est situé habituellement à 52% du PIB en moyenne sur la période 2015-2020, a baissé, selon l'Institut national de la statistique, à 50,1% en 2022.

«D'ans l'architecture du système des comptes économiques tunisiens, les comptes nationaux financiers décrivent les placements et financements qui interviennent entre les différents secteurs ou sous-secteurs institutionnels de l'économie nationale ainsi que vis-à-vis du reste du monde, et reflètent leur capacité ou besoin de financement. Ils recensent leurs avoirs et engagements financiers en stocks et en flux en détaillant pour chaque type d'instrument financier les encours, flux d'opérations, réévaluations et autres changements de volume», lit-on dans le dernier rapport de l'INS sur l'endettement des agents économiques non financiers. Un travail qui prend appui sur les résultats des comptes financiers couvrant la période 2015-2022 pour porter un regard sur l'en-

dettement des agents économiques non financiers et mettre en avant les éléments de repère et les tendances récentes sur un aspect d'une actualité fondamentale.

L'endettement public atteint un niveau inédit
de 83% du PIB en 2022

D'après l'INS, à l'échelle nationale, l'encours des titres de créances est passé de 16.8 milliards de dinars en 2015 à 39.6 milliards de dinars en 2022. En termes de flux nets, les titres de créances ont progressé considérablement de 0.86 milliard de dinars en 2015 à 6.4 milliards de dinars en 2022. L'augmentation massive en 2022 résulte principalement de l'accélération des émissions des titres étatiques, dont la part dans les émissions totales nationales est passée

de 68% en 2015 à 75% en 2022 (73% en 2020).

Il faut savoir au passage qu'il y a deux agents ou opérateurs économiques qui se financent grâce à cet instrument financier : les administrations publiques (environ les deux tiers des émissions), les sociétés financières (en moyenne le tiers du volume des émissions annuelles). Lorsque leurs dépenses sont supérieures à leurs recettes, les administrations publiques ont besoin de ressources supplémentaires pour financer leur déficit, de sorte qu'elles empruntent et accroissent l'endettement public. L'évolution de la dette résulte des soldes budgétaires antérieurs ; la répétition de déficits la fait augmenter.

ARABIE SAOUDITE

Le PIB saoudien a diminué de 3,7 %
au troisième trimestre 2023

L'«e PIB pétrolier a diminué de 16,4% en g.a au T4 2023 tandis que le PIB non pétrolier a augmenté de 4,3% sur la même période. Les autorités saoudiennes demandent à Aramco de mettre en pause le processus d'augmentation de ses capacités pétrolières et de maintenir ces dernières à 12Mbj. Pour rappel, en mars 2020, le géant pétrolier avait reçu une directive lui demandant d'aug-

menter sa capacité de production maximale de 1 Mb/j pour atteindre 13 Mb/j d'ici 2027. En novembre 2023, Aramco avait indiqué que ce projet de renforcement de sa capacité de production maximale avançait très bien. Par ailleurs, NEOM a lancé un appel d'offres pour un contrat visant à développer la deuxième phase de ses partenariats public-privé (PPP) pour les logements des travailleurs du projet. Cette

deuxième phase devrait comprendre jusqu'à 20 communautés de 10 000 habitations chacune. Le coût de chaque communauté est compris entre 400 et 450 M USD, soit 8 Md USD pour l'ensemble du projet. La première phase du projet avait été finalisée en juin dernier pour un montant de 5,6 Md USD. Dans un autre contexte, l'Autorité portuaire saoudienne (Mawani) a annoncé vouloir moderniser le

port industriel King Fahd de Yanbu en établissant de nouvelles zones d'ancre des navires. Ces installations permettront de moderniser plusieurs services logistiques dans le port, notamment le ravitaillement des navires en fournitures et en carburant. Pour mémoire, la stratégie nationale de transport et de logistique vise à porter la contribution du secteur au PIB brut du pays à 10 % d'ici 2030 contre 6 % actuellement.

MAURITANIE

Le ministre du Pétrole tient une réunion avec
le Commissaire du gouvernement allemand
chargé de l'Hydrogène vert

L'«e ministre du Pétrole, des mines et de l'énergie, porte-parole du gouvernement, M. Nani Ould Chrougha, a tenu, à Berlin, une réunion de travail avec M. Till mansmannn, commissaire du gouvernement allemand en charge de l'hydrogène vert au sein du ministère fédéral de l'enseignement et de la recherche scientifique. Au cours de la rencontre, M. le ministre a abordé les aspects de la coopération bilatérale entre la Mauritanie et l'Allemagne, notamment dans le domaine de l'éducation du point de vue de l'énergie. La rencontre à laquelle a pris part SEM Kane Boubacar, ambassadeur de la Mau-

ritanie en République fédérale d'Allemagne, a également abordé la question de l'offre de formation et de l'amélioration des compétences en Mauritanie dans le domaine de l'hydrogène vert et des énergies renouvelables de façon générale. Les entretiens du ministre de l'Energie avec la partie allemande ont abouti à un accord pour soutenir et renforcer les capacités de l'ESP (Ecole supérieure Polytechnique) et de l'Université de Nouakchott, la soumission de demande de bourses d'études pour les étudiants mauritaniens et des échanges d'expérience au niveau universitaire, que le gouvernement

allemand étudiera avec intérêt. L'accord porte également sur le lancement d'un projet pilote afin de bénéficier des travaux en cours dans le domaine de l'hydrogène et renforcer la confiance du gouvernement allemand dans les engagements du gouvernement mauritanien. Les deux parties ont également étudié la possibilité de création en Mauritanie d'une filiale spécialisée dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert. La coalition Conjuncta/infinity/Masdar a pris part à cette rencontre s'engageant à appuyer les infrastructures de base en Mauritanie.

KENYA

La BAD soutient l'accès universel à l'eau via le partenariat public-privé

La conférence des investisseurs en eau et assainissement 2024 du Kenya, qui s'est tenue dans la capitale, Nairobi, s'est conclue par un appel à accélérer les investissements pour assurer l'accès universel à l'eau et à l'assainissement d'ici 2030.

La conférence a souligné la nécessité d'une collaboration pour aider les gouvernements à combler le déficit de financement grâce au financement du secteur privé, au financement mixte des banques commerciales, aux institutions de financement du développement et aux marchés des capitaux. Le Kenya a besoin d'environ 995 milliards de shillings kényans (environ 7,5 milliards de dollars) pour parvenir à un accès universel à l'eau et à l'assainissement d'ici 2030. Mecuria Assefaw, chef de la Division de la sécurité de l'eau et de l'assainissement à la Banque africaine de développement, a souligné l'importance de diversifier les investissements dans le secteur afin de combler le déficit de financement. Il a souligné l'importance des partenariats public-privé pour assurer un approvisionnement en eau et un accès à l'assainissement pour tous. « En facilitant la collaboration pour les partenariats public-privé (PPP), nous ouvrons une nouvelle porte aux investissements et aux capitaux », a-t-il déclaré, ajoutant que combler le déficit de financement dans le secteur nécessitait des efforts soutenus et à long terme. M.Assefaw a fait référence à des initiatives de PPP réussies telles que le projet d'approvisionnement en eau de Kigali au Rwanda,

cofinancé par la Banque et d'autres partenaires au développement, qui a permis d'améliorer considérablement les services d'approvisionnement en eau pour un demi-million de personnes. Julius Korir, secrétaire principal au ministère kényan de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Irrigation, a réitéré la bonne volonté politique du Kenya pour des projets de PPP dans le secteur de l'eau, notant les efforts déployés pour aligner la loi sur l'eau sur la législation en matière de PPP afin d'opérationnaliser de tels projets. La conférence a souligné l'importance de créer un environnement propice aux investissements grâce à une bonne gouvernance et à des structures réglementaires. Emily Kilongi, chargée principale de l'eau et de l'assainissement à la Banque, a souligné qu'il est essentiel de prendre des dispositions politiques, institutionnelles et réglementaires adéquates pour faciliter les investissements dans des activités qui contribuent à la sécurité de l'eau et à un assainissement sûr. La Banque était représentée dans d'autres sessions de haut niveau, notamment celle consacrée aux opportunités d'investissement dans les domaines du bassin versant et du changement climatique. Emmanuel Olet, chargé en chef du développement de

l'eau et Benson Bumbe Nkhoma, chargé principal de la gestion et du développement des ressources en eau au sein du Département du développement de l'eau et de l'assainissement, ont appelé à des méthodes innovantes pour conserver les bassins versants tout en s'engageant auprès des communautés, compte tenu des défis émergents et accrus résultant de la croissance démographique et de l'expansion de l'utilisation des terres. Edwin Mwangi, spécialiste du secteur privé à la Banque, a réitéré le rôle essentiel du secteur privé dans la mise en œuvre de la construction d'infrastructures dans le secteur de l'eau et dans la réduction du déficit de financement pour atteindre l'Objectif de développement durable 6 (ODD6) grâce à des solutions de financement mixte. La Banque africaine de développement a coparrainé la conférence, qui a été organisée par le Fonds fiduciaire du secteur de l'eau du Kenya. Elle a réuni des acteurs de différents secteurs. Le portefeuille actif de la Banque pour le Kenya s'élève actuellement à 3,98 milliards de dollars, dont 74 % d'investissements dans les infrastructures critiques (transport, eau et assainissement, énergie).

MALAWI

Le gouvernement espère la reprise du tourisme après les exemptions massives de visa

Le boom touristique mondial depuis la fin de la Covid-19 peine à se concrétiser au Malawi. Le Conseil mondial du voyage et du tourisme indique que les recettes du pays est-africain issues des visiteurs internationaux étaient de 14,6 millions \$ en 2021, soit une baisse de plus de 50% par rapport aux 34,2 millions \$ de 2020. Le Malawi a engagé une série de mesures visant à faciliter l'entrée d'étrangers, notam-

ment la suppression d'exigences de visa pour 79 pays ainsi que la signature d'accords pour des vols directs vers son territoire. Lors de la réunion budgétaire 2024-2025 du Parlement, Lazarus Chakwera (photo), le chef de l'Etat, a fait de ses attentes quant à l'effet de ces mesures sur le tourisme national. Vera Kamtukule, la ministre du Tourisme, a ajouté que les exigences de visa plombaient les performances de ce secteur, dans un

pays dont le grand potentiel touristique lui a pourtant valu le surnom de "cœur chaleureux de l'Afrique". Pour elle, les mesures prises contribueront également à stimuler l'économie, car c'est un signal que « le Malawi est ouvert aux affaires dans tous les secteurs », notamment pour ses « principaux marchés sources à travers le monde ». L'objectif est d'atteindre la barre des 1,5 million d'arrivées par an d'ici 2030, contre en moyenne

600 000 ces 4 dernières années. Avant la Covid-19, le pays plafonnait à environ 900 000 touristes annuels, pour près de 65 millions USD de recettes générées selon la ministre. Le chef de l'Etat a instruit le gouvernement, notamment les ministères du Tourisme et celui des affaires étrangères pour faire le nécessaire afin « d'atténuer les autres obstacles qui affectent les voyages dans le pays ».

MALAWI

Lilongwe approuve la culture d'une variété locale de cannabis

Le Malawi figure depuis 2020 sur la liste des pays d'Afrique australe qui ont légalisé l'usage du cannabis à des fins médicinales avec le Zimbabwe, le Lesotho ou encore l'Afrique du Sud. Le pays s'active depuis lors pour faire émerger une filière locale. Le Malawi vient d'approuver la culture de la variété locale de cannabis connu sous les noms de « chamba » ou « ganja » à des fins industrielles et médicinales. C'est ce qu'a révélé Richard Chimwendo Banda, leader parlementaire. Dans le cadre de cette mesure, le gouvernement accordera désormais des li-

cences pour cultiver et transporter le chamba alors que depuis la légalisation du marché du cannabis dans le pays en 2020, seule la culture de chanvre industriel était autorisée. S'exprimant sur le sujet, Peter Dimba, membre du Parlement a déclaré que le chamba était très demandé sur le marché et qu'il pourrait offrir des avantages économiques. « Dans les études qui ont été réalisées, il est envisagé que lorsque nous commencerons à cultiver notre propre chamba, nous pourrions générer jusqu'à 200 millions \$ par an au stade initial de l'indus-

trie. Mais lorsque l'industrie aura atteint sa maturité, nous pourrions porter les recettes jusqu'à 700 millions \$ », a précisé le responsable. Intervenant dans le même sens, Mathews Osman, président d'une coopérative de cultivateurs de chanvre industriel dans le district de Mchinji qui se confiait à VOA Africa, le 22 mars dernier, estime que le marché du cannabis à forte teneur en tétrahydrocannabinol (THC), la substance chimique responsable de ses effets hallucinogènes, stimulants et euphorisants, était plus intéressant. « Il nous a fallu beaucoup de temps pour

trouver un acheteur potentiel pour le chanvre industriel. Mais avec le taux élevé de THC dans le chamba, il semble qu'il y ait beaucoup d'acheteurs sur ce segment de marché », ajoute-t-il. Plus largement, la volonté du gouvernement malawien de stimuler la filière du cannabis légal, vise à diversifier les sources de recettes agricoles qui dépendent actuellement presque entièrement du tabac. En 2021, le tabac a généré environ 48 % des recettes d'exportation du Malawi qui se chiffrent à plus de 391 millions \$, selon les données de l'Office national de la statistique.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGE

KaiOS et la start-up Motema associés pour assembler en des téléphones portables à 20 dollars

La République démocratique du Congo, un des pays les plus peuplés d'Afrique avec plus de 102 millions d'habitants, fait ces dernières années des progrès remarquables en matière d'inclusion numérique, via des projets innovants vecteurs de forte valeur ajoutée. Le français KaiOS Technologies (OS pour smartphones), Motema, une jeune pousse fabriquant des tablettes tactiles 100% made in RD Congo, et l'Agence congolaise pour le développement du numérique ont récemment noué un partenariat pour lancer une unité d'assemblage de téléphones mobiles à 20 USD pièce. L'usine, dont la capacité de production annoncée dépasse le million d'unités, fournira aux Congolais des téléphones mobiles 4G et à moindre coût, avec accès à Google et aux réseaux sociaux. « Grâce à ces téléphones économiques, les utilisateurs pourront explorer le monde numérique, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités éducatives, commerciales et sociales. C'est une révolution dans l'accessibilité technologique, promettant aux Congolais de se connecter à l'ère digitale et d'élargir leurs horizons » a déclaré l'ADN dans un communiqué. L'accord entre dans le cadre du Plan national du numérique Horizon 2025 (PNN) qui évoque en son projet 21 le développement du commerce électronique en République démocratique du Congo. 14 projets du PNN ont déjà été finalisés selon les autorités. L'accord cadre également avec les objectifs de Motema qui souhaite doter chaque Congolais d'un appareil numérique abordable. En plus de créer des emplois locaux, le projet devrait aider à renforcer les compétences de la main-d'œuvre congolaise dans le secteur, grâce au transfert de technologies. Il permettra aussi de booster le commerce électronique et de combattre la fracture numérique afin d'améliorer le quotidien des Congolais.

POUR SOUTENIR LA REPRISE DES MARCHÉS

La baisse des taux d'intérêt de la Fed et les bénéfices comme des éléments clés

Après un début d'année exceptionnel pour les actions, les investisseurs sont sur leurs gardes pour des chocs potentiels au deuxième trimestre alors qu'ils jaugent si la Réserve Fédérale réalise une réduction des taux d'intérêt prévue pour juin et se concentrent sur la santé des bénéfices à venir.

Le S&P 500 .SPX a terminé le premier trimestre avec un gain de plus de 10%, sa plus forte progression au premier trimestre depuis le bond de près de 13,1% au premier trimestre 2019. Alors que les actions dites "Magnificent Seven", telles que le fabricant de puces Nvidia NVDA.O et la société mère de Facebook Meta Platforms META.O , ont fourni l'essentiel des gains pour le trimestre, les secteurs sensibles à l'économie tels que l'énergie et les produits industriels se sont redressés au cours des six dernières semaines. La poursuite de cette hausse jusqu'en juin dépendra probablement de la Fed, qui n'a pas encore signalé que l'inflation avait suffisamment baissé pour justifier une baisse des taux . Au début du mois de janvier, les marchés prévoyaient 6 à 7 baisses sur la période 2024, mais ils anticipent désormais 3 baisses après que les signes de résilience de l'économie américaine ont renforcé la confiance des investisseurs dans un soi-disant atterrissage en douceur. "Le marché et la Fed sont enfin alignés sur leurs attentes, mais cela met encore plus de pression sur chaque rapport éco-

nomique qui sort, car il suffit de peu de choses pour que tout le monde soit du même avis", a déclaré Joe Kalish, stratège macroéconomique mondial en chef chez Ned Davis Research. "Nous nous attendons à une plus grande volatilité si nous ne voyons pas de progrès sur le front de l'inflation. Selon l'outil FedWatch du CME, les marchés à terme ont 61 % de chances de réduire le taux de 25 points de base lors de la réunion de politique générale de la Fed qui se terminera le 12 juin, ce qui ramènera les taux de référence dans une fourchette de 5 à 5,25 %. La poursuite de la croissance de l'économie américaine devrait continuer à élargir le récent rallye du marché aux secteurs cycliques et aux petites capitalisations, les investisseurs étant à la recherche de valorisations plus attrayantes, a déclaré Jason Alonzo, gestionnaire de portefeuille au sein de l'équipe de stratégies multi-actifs d'Harbor Capital. L'indice Russell 2000 .RUT des petites capitalisations a terminé le premier trimestre avec un gain de 4,8 %, tandis que le secteur industriel du S&P 500 a progressé de près de 11 % sur la même période.

"A l'heure actuelle, la seule chose dont se soucie le marché est de savoir si la Fed reste aux commandes même si l'économie accélère à nouveau", a déclaré M. Alonzo. "Si cette idée était quelque peu bouleversée et que la Fed devait laisser entendre que des hausses de taux étaient de nouveau à l'ordre du jour, cela constituerait un choc pour les investisseurs et causerait un véritable problème pour tous les actifs." La semaine prochaine, les indicateurs économiques comprendront les données ISM sur l'industrie manufacturière, les données ISM sur les services et le rapport très attendu sur les emplois non agricoles, dont les économistes interrogés par Reuters s'attendent à ce qu'il indique une croissance de 198 000 emplois en mars. Les investisseurs ne devraient pas être surpris si la reprise du marché commence à ralentir à mesure que la Fed se rapproche d'une réduction potentielle des taux, a noté Sam Stovall, stratège en chef des investissements chez CFRA Research. Depuis 1989, le S&P 500 a gagné en moyenne 15,5 % entre la dernière hausse de taux d'un cycle et la première baisse de taux, mais n'a gagné en moyenne que 5,4 % dans les six mois qui ont suivi la première baisse de taux, a-t-il ajouté. Pourtant, la forte dynamique du premier trimestre s'est toujours maintenue au trimestre suivant, a déclaré Keith Lerner, co-responsable des investissements chez Truist Advisory Services. Sur les 11 fois où le S&P 500 a affiché un rendement total de 10 % ou plus au premier trimestre, le marché a continué à progresser au deuxième trimestre à 9 reprises, avec un

gain moyen de 6,2 %, a-t-il déclaré. "Le marché mérite le bénéfice du doute et, à ce stade, nous pensons que les règles du marché haussier s'appliquent", a déclaré M. Lerner. Le plus grand risque pour la poursuite de la hausse serait un signe que la Fed envisage de maintenir les taux à leurs niveaux actuels jusqu'à la fin de l'année, ce qui entraînerait une réévaluation "spectaculaire" des actifs à risque, a-t-il déclaré. La probabilité d'un ralentissement du marché dépendra également en grande partie des bénéfices des entreprises, qui ont été étonnamment solides et ont contribué à pousser le S&P 500 à une série de records de clôture malgré la réévaluation de la politique des taux d'intérêt par le marché, a déclaré Emily Roland, co-responsable de la stratégie d'investissement chez John Hancock Investment Management. Les bénéfices du S&P 500 ont augmenté de 10,1 % au dernier trimestre 2023, soit plus du double de la progression de 4,7 % attendue, selon LSEG I/B/E/S. Les taux d'intérêt élevés pèseront probablement sur les dépenses des consommateurs et des entreprises, les analystes tablant sur une croissance des bénéfices de 5,1 % au premier trimestre. Les entreprises commenceront à publier leurs résultats à partir de la deuxième semaine d'avril. "Si les bénéfices continuent de surprendre à la hausse, la Fed aura du mal à justifier trois réductions cette année", a déclaré M. Roland. "Mais si nous assistons à une stabilisation de l'inflation, cette ré-accelération économique pourrait se transformer en quelque chose de plus durable."

MARCHÉ

Quels sont les plus grands groupes en bourse en Allemagne?

Le classement des plus importantes capitalisations boursières allemandes fait sans surprise la part belle à l'industrie. Même si le premier groupe reste une valeur technologique. Quels sont les plus grands groupes en Bourse par pays? Pour le savoir, la rédaction de BFM Bourse a décidé de consacrer un article à chaque grande place, en retenant les dix plus grandes capitalisations boursières par pays sur la base des données de companiesmarket.com. Si l'Allemagne demeure la première puissance économique d'Europe, son marché boursier s'avère en retrait du français et du britannique. Avec 2.300 milliards de dollars, il est même talonné de près par la Suisse (2.231 milliards de dollars selon companiesmarket.com). Au début de l'an passé, la Bourse de Francfort avait essuyé un revers cinglant. Le spécialiste des gaz industriels Linde, plus importante capitalisation boursière du DAX 40 à l'époque, avait choisi d'abandonner sa cotation sur la place allemande pour privilégier celle à New York. Et quelques mois plus tard, le spécialiste des sandales haut de gamme Birkenstock a lui choisi Wall Street pour s'introduire en Bourse plutôt que son pays d'origine.

Tokyo lestée par les prises de bénéfices

La Bourse de Tokyo a terminé en net recul lundi, dominée par les prises de bénéfices au premier jour d'un nouvel exercice fiscal au Japon, après un bond de plus de 20% du Nikkei au cours du trimestre écoulé. L'indice vedette Nikkei a perdu 1,4% à 39.803,09 points et l'indice élargi Topix a chuté de 1,71% à 2.721,22 points. Le Nikkei a d'abord été soutenu en matinée par un indice PCE de l'inflation aux Etats-Unis conforme aux attentes du marché et un indicateur de l'activité manufacturière en Chine reparti à la hausse pour la première fois depuis septembre dernier, avant d'être lesté par les ordres à la vente. Au Japon, l'indice de confiance des grandes entreprises industrielles publié lundi matin a par ailleurs légè-

rement reculé pour la première fois en quatre trimestres, notamment en raison de la suspension annoncée en décembre de la production de la filiale de Toyota (-4%), Daihatsu, à la suite d'un vaste scandale de tests de sécurité truqués. La Bourse de Hong Kong était fermée lundi en raison d'un jour férié.

Panasonic cède PAS

Le japonais Panasonic (-3,35%) a annoncé vendredi qu'il allait vendre 80% de son activité de systèmes et solutions technologiques pour l'automobile au fonds d'investissement américain Apollo pour un montant non divulgué. La transaction valorise Panasonic Automotive Systems (PAS) à hauteur de 311 milliards de yens, soit 1,9 mil-

liard d'euros au cours actuel, a de son côté précisé Apollo dans son propre communiqué.

Le yen stable face au dollar

Le yen était quasi stable face au dollar, qui valait 151,34 yens vers 06H40 GMT contre 151,35 yens vendredi à 21H00 GMT. Le cours euro/yen était lui aussi peu changé, à un euro pour 163,27 yens contre 163,31 yens en fin de semaine dernière. La monnaie européenne ne évoluait guère non plus par rapport au billet vert, à raison d'un euro pour 1,0788 dollar contre 1,0790 dollar vendredi. Le pétrole progressait: le baril de WTI américain prenait 0,32% à 83,44 dollars vers 06H30 GMT et le baril de Brent de la mer du Nord gagnait 0,29% à 87,25 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 Avril 2024					
Valeur : 03 Avril 2024					
P					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4178	134.4328
1	EUR	EURO		144.9965	145.0261
1	GBP	POUND STERLING		169.5696	169.6741
100	JPY	JAPANESE YEN		88.8008	88.8401
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5917	18.5940
1	CHF	SWISS FRANC		149.1542	149.2371
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.3259	99.3444
1	DKK	DANISH KRONE		19.4344	19.4393
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5751	12.5800
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4004	12.4054
1	AED	UAE DIRHAM		36.6012	36.6082
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8381	35.8440
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.8469	437.0377
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7586	43.1883
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3166	13.3181
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.6802	27.8219
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5392	3.5396
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.9892	177.9892

E-COMMERCE

Le chinois Temu retire une offre après une controverse sur l'utilisation des données des clients

Le site chinois de commerce électronique Temu a retiré en France et au Royaume-Uni une campagne de promotion après une polémique sur l'utilisation des données des clients, a indiqué samedi la société.

Cette offre consistait en France à "acheter et utiliser à vie plusieurs données personnelles de ses clients en échange d'argent et de bons d'achat", a indiqué samedi le quotidien français Le Parisien. Cette campagne, "lancée en Angleterre depuis plus d'une semaine, proposait depuis quelques jours en France de bénéficier d'une cagnotte de minimum 100 euros en téléchargeant l'application et en cliquant sur un lien de parrainage. Sauf qu'au passage, le bénéficiaire acceptait de vendre à vie une partie de ses données personnelles", écrit le journal. Le groupe chinois, affirmant que "le programme a connu un grand succès en France, avec de nombreux clients satisfaits", a dit avoir décidé de le "supprimer temporairement" en raison de "malentendus sur l'étendue de (son) utilisation des informations client", dans un message adressé samedi à l'AFP, confirmant une information du Parisien. Et ce, "bien que nous n'utilisions que les noms d'utilisateurs et les photos de pro-

fil", affirme un porte-parole dans ce message. Le service de presse a indiqué que le programme était également "supprimé temporairement" au Royaume-Uni dans le but de "l'optimiser en fonction des retours des clients", mais n'avait pas répondu samedi après-midi aux demandes de précisions sur les autres pays éventuellement concernés. "Nous nous engageons à apporter des améliorations pour garantir la clarté et une expérience encore meilleure pour tous", poursuit-il, en assurant que "Temu s'engage à protéger la confidentialité de ses clients". "Nous ne vendons pas et ne vendrons pas de données clients", ajoute Temu dans son texte. Interrogée par l'AFP, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) a indiqué samedi ne pas avoir reçu "à ce jour" de plaintes visant l'application Temu. Elle rappelle que "le RGPD (Règlement général sur la protection des données,

ndlr) et la loi Informatique et Libertés reconnaissent aux personnes des droits sur leurs données (droit d'accès, de rectification et d'opposition notamment), auquel les personnes ne peuvent renoncer, y compris contre de l'argent". "La vente de données supposerait que les personnes renoncent à ces droits", ajoute le gendarme de la vie privée en matière numérique. La Cnil indique par ailleurs que "les applications mobiles sont au cœur (de son) plan stratégique 2022-2024" et qu'elle prévoit de publier "une recommandation afin de clarifier les obligations des acteurs (éditeurs d'applications, systèmes d'exploitation, etc)". Lancée en 2022, l'application Temu a connu une croissance météorique, portée par ses prix très bas pour des articles allant de l'habillement aux cosmétiques, en passant par les bijoux. Elle séduit notamment les personnes à faible revenu, jouant sur la possibilité d'"acheter comme un milliardaire", selon son slogan.

LA BULGARIE ET LA ROUMANIE

Ils intègrent partiellement l'espace Schengen

La Roumanie et la Bulgarie ont officiellement fait leur entrée dans l'espace Schengen. Cette zone créée en 1985 comprendra désormais 29 membres. Sur les routes, les contrôles seront pour l'heure maintenus. Dans l'aéroport de la capitale roumaine, où la majorité des vols desservent l'espace Schengen, les équipes se sont affairées toute la semaine pour préparer cette petite révolution. 13 ans d'attente. La Roumanie et la Bulgarie ont officiellement fait leur entrée à minuit heure locale, dans l'espace Schengen, vaste zone de libre circulation. Seule exception notable : leurs frontières terrestres. Sur les routes, les contrôles seront pour l'heure maintenus, au grand dam des chauffeurs routiers. La faute au veto de l'Autriche, seul pays réfractaire dans l'UE par peur d'un afflux de demandeurs d'asile.

Attractivité et tourisme

Malgré cette adhésion partielle, limitée donc aux aéroports et aux ports maritimes, l'étape a une forte valeur symbolique. « Il s'agit d'un grand succès pour les deux pays », a déclaré la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen dans un communiqué. « Le moment est historique pour l'espace Schengen, le plus grand espace de libre circulation au monde. Ensemble, nous construisons une Europe plus forte et plus unie pour tous nos citoyens », a-t-elle affirmé.

La ministre roumaine de la Justice Alina Gorghiu est, elle, persuadée que cette normalisation va attirer les investisseurs et profiter à la prospérité du pays. « L'attractivité de la Roumanie s'en trouve renforcée et à terme, cela va favoriser la hausse du tourisme », a-t-elle affirmé samedi lors d'une conférence. Adhérer enfin, c'est « une question de dignité », note Stefan Popescu, expert en relations internationales basé à Bucarest. « Tout Roumain, quand il empruntait une ligne séparée des autres ressortissants européens, se sentait traité différemment », explique-t-il auprès de l'AFP.

Contrôles inopinés

Dans l'aéroport de la capitale roumaine, où la majorité des vols desservent l'espace Schengen, les équipes se sont affairées toute la semaine pour préparer cette petite révolution. Avec la promesse d'un renforcement des effectifs pour mener des contrôles inopinés, notamment à l'égard des mineurs « afin d'éviter qu'ils ne soient la proie de réseaux de traite d'êtres humains », selon le gouvernement. Les agents déployés seront aussi là pour « guider les passagers et identifier ceux qui en profiteraient pour quitter illégalement la Roumanie ». Car il faut montrer patte blanche pour espérer lever les réticences de Vienne et devenir des membres à part entière de l'espace Schengen, au sein duquel plus de 400 millions de personnes peuvent voyager

librement, sans contrôles permanents aux frontières intérieures. La Croatie, pourtant entrée dans l'UE après la Roumanie (19 millions d'habitants) et la Bulgarie (6,5 millions), membres depuis 2007, leur avait damé le pion en janvier 2023. Avec cette double entrée, cette zone créée en 1985 comprendra désormais 29 membres : 25 des 27 Etats de l'Union européenne ainsi que leurs voisins associés que sont la Suisse, le Liechtenstein la Norvège et l'Islande. Colère des transporteurs routiers Exclue du processus, les transporteurs routiers ne décollent pas. L'attente dure « de 8 à 16 heures » à la frontière avec la Hongrie, « de 20 à 30 heures avec la Bulgarie, avec des pics à trois jours » dans les deux cas, a déploré dans un communiqué l'un des principaux syndicats roumains du secteur, déplorant « des pertes financières » colossales. « Nous avons patienté 13 ans, nous sommes à bout », réagit le secrétaire général Radu Dinescu. Même colère du côté des patrons bulgares. « Seulement 3 % des marchandises bulgares sont acheminées par air et mer, les 97 % restants circulant par voie terrestre », affirme Vassil Velev, président de l'organisation BICA (Bulgarian Industrial Capital Association). Les élections législatives prévues fin septembre en Autriche pourraient bloquer de futures avancées, alors que le chancelier conservateur Karl Nehammer doit faire face à la montée dans les sondages de l'extrême droite.

FRANCE

L'inflation tombe à 2,3 % en mars

La décélération des prix se confirme. L'inflation a chuté à 2,3 % sur un an en mars, contre 3 % en février, selon la première estimation publiée par l'Insee ce vendredi. Tous les postes sont concernés par l'accalmie. La consommation a stagné en février. Après avoir tiré l'inflation d'ensemble jusqu'en septembre dernier, la hausse des prix alimentaires est limitée à 1,7 % sur douze mois. C'est la bonne nouvelle de ce début d'année. L'inflation en France rentre progressivement dans son lit. En mars, la hausse des prix à la consommation a ralenti plus que prévu à 2,3 % sur un an, après avoir baissé à 3 % en février, selon la première estimation publiée par l'Insee ce vendredi matin. Dans ses prévisions mi-mars, l'institut de la statistique tablait sur 2,4 %. L'inflation sur douze mois est « la plus faible depuis septembre 2021 », souligne, sur X, le chef économiste d'Ostrum Asset Management, Philippe Waechter. Le reflux concerne tous les postes. D'abord, l'accalmie sur les prix alimentaires se confirme. Après avoir tiré l'inflation d'ensemble jusqu'en septembre dernier, ils n'augmentent plus que de 1,7 % sur douze mois, contre une hausse de 3,6 % en février.

Hausse limitée à 0,2 % sur un mois

Les prix des biens manufacturés s'assagissent également sur un an tout comme ceux de l'énergie. « Depuis février, la hausse des taxes sur le gaz conjuguée à la diminution du bouclier tarifaire sur les prix de l'électricité augmente l'inflation de 0,4 point », observe toutefois Stéphane Colliac, économiste chez BNP Paribas. Enfin, l'inflation des services qui depuis l'automne 2023 porte l'inflation d'ensemble ralentit légèrement, à 3 % sur un an, contre 3,2 % un mois plus tôt. D'un mois sur l'autre, l'augmentation des prix n'est plus que de 0,2 % contre 0,9 % en février. Ce ralentissement « serait dû à la légère baisse des prix du pétrole et du gaz », détaille l'Insee. Les prix des produits alimentaires et des services « seraient stables ».

Les achats alimentaires augmentent

En dépit de la décrue de l'inflation, les Français restent encore prudents dans leurs achats. « Les prix restent élevés », décrypte Philippe Waechter. Après avoir reculé de 0,6 % en janvier, la consommation, en volume, a stagné en février sous l'effet de moindres dépenses d'énergie. Les achats alimentaires et en biens manufacturés ont en revanche progressé respectivement de 0,8 % et de 0,5 %, un signal encourageant. Le moral des ménages en mars publié cette semaine par l'Insee laisse de fait augurer des jours meilleurs dans le futur. Les Français sont de plus en plus nombreux à se dire prêts à envisager des achats importants et à moins épargner après avoir été plus regardants à la dépense qu'attendu en début d'année. Dans sa note de conjoncture, mi-mars, l'Institut de la statistique prévoit une hausse de la consommation de 0,3 % au premier trimestre, alors qu'en décembre, il tablait encore sur un rebond de 0,6 %. Entre avril et juin, les dépenses des ménages progresseraient ensuite de 0,4 % dans un contexte de légère remontée de l'inflation à partir de mai. Selon l'Insee, celle-ci serait principalement liée à des effets de base sur les prix des produits pétroliers. L'inflation d'ensemble atteindrait 2,6 %, sur un an, en juin 2024. De son côté, l'inflation sous-jacente - hors énergie et alimentation - reculerait pour s'établir à 2,1 % sur douze mois contre 3 % en janvier 2024.

PEUGEOT E-205

Peugeot va contrer la Renault 5 électrique dès 2025 !

La mode du retro design ne sera plus l'apanage de Renault. Dès l'an prochain, Peugeot se lancera à son tour sur ce lucratif crédo. La marque au lion a une réponse toute trouvée à la R5 électrique, ce sera la Peugeot E-205. On vous dit tout à son sujet sans plus attendre.



Cette fois c'est officiel ! Après de très nombreuses tergiversations, Carlos Tavares, le grand patron du géant Stellantis a fini par donner son feu vert. Le projet E-205, connu en interne sous le code "revenge", la revanche en anglais, verra bel et bien le jour en 2025.

L'argument économique

Cette citadine électrique s'inspirera très fortement de son aïeul le sacré numéro des années 1980. Ce dernier a été jugé nettement plus judicieux que la Peugeot 104 – toujours restée dans l'ombre de sa rivale au losange – pour répondre directement à la Renault 5 électrique présenté récemment au salon de Genève et qui investira les concessions à l'automne. Réticent au début, Peugeot se sera finalement lui aussi laissé tenté par la vague nostalgique. Piqué au vif par la marque au losange ? Ou pas ? Car selon une source proche du dossier, la marque au lion aurait plutôt été séduite par l'importante marge bénéficiaire que devrait réaliser cette lionne aux délicieux accents néo rétro. Elle évoquera de nombreux souvenirs aux quinquagénaires qui, enfants, rêvaient d'une 205 GTI. D'ailleurs, afin de ne pas faire les choses à moitié, la totalité des carrosseries de la 205 d'antan sera remise au gout du jour de quoi étoffer la gamme de la future E-205. Ainsi, la lionne sur prise se déclinera en berline à 5 portes, que vous avez

sous les yeux, en coupé à 3 portes, en cabriolet mais aussi en deux variantes utilitaires reprenant le flambeau des Peugeot 205 F et Peugeot 205 Multi.

Ceci pour ne laisser aucune chance à la fourgonnette que fourbit Renault sur base de sa nouvelle 4L. Et nulle contrainte d'une rivalité en interne avec la Peugeot E-208 récemment restylée, elle est en fin de vie et quittera le catalogue en 2026. Évidemment, les designers sous la houlette de Mathias Hossann ont dû s'adapter aux proportions spécifiques d'un véhicule électrique forcément plus haut sur patte en raison des batteries dans le plancher. Cette E-205, est forcément moins frêle que sa devancière, mais sa robe recèle suffisamment de clin d'œil à son aïeule pour que tout le monde puisse s'y faire.

Une ë-C15 dévoilée à Rungis

Selon nos informations, ce projet fait déjà des envieux en interne. Chez Citroën, ce ne sera pas une nouvelle 2CV qui est en gestation, mais plutôt le pendant de l'époque de la 205, la Visa. Cette dernière sera aussi déclinée en version utilitaire, Citroën ë-C15.

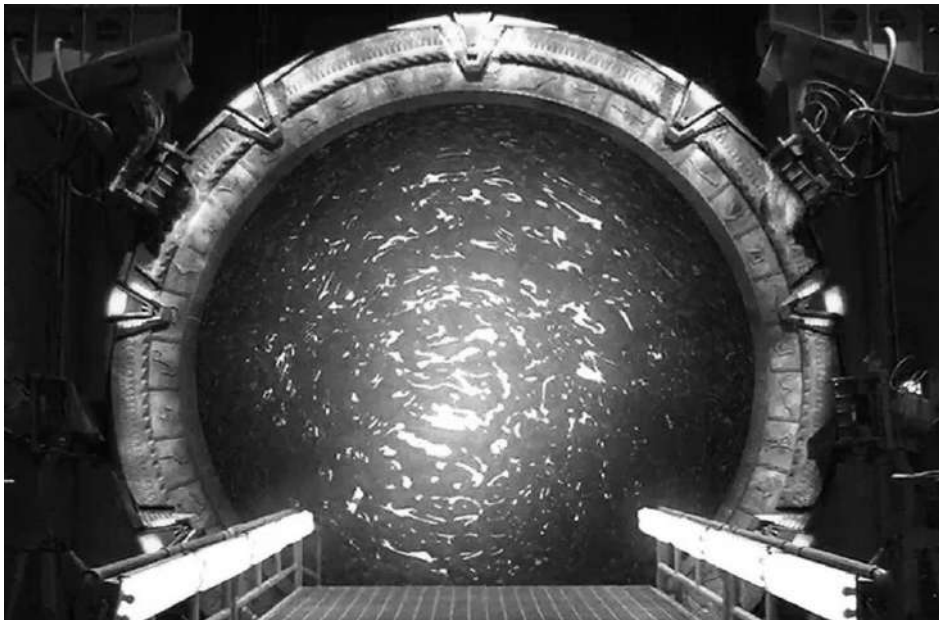
Selon nos sources, ce serait d'ailleurs cette silhouette qui sera d'abord mise à l'honneur, à Rungis, sous la forme d'un concept se distinguant par un compartiment arrière réfrigéré qui rend le véhicule spécifiquement adapté pour le transport du poisson.



NOM DE CODE STARGATE

Microsoft et OpenAI seraient en train de concevoir un super ordinateur dédié à l'IA

La société à l'origine de l'IA ChatGPT OpenAI et son partenaire historique Microsoft ont un nouveau projet d'ampleur dans la manche. Cette fois, c'est un superordinateur qu'ils veulent ensemble créer. Et ils ne lui ont pas donné n'importe quel nom !



OpenAI n'en finit plus de développer de nouveaux projets étonnants. Loin de rester cantonnée au seul développement de ses IA comme ChatGPT, Dall.E ou bien Sora, l'entreprise présidée par Sam Altman prend chaque jour un peu plus le visage d'un futur empire. Car après le projet pharaonique de construction d'un réseau de production de semi-conducteurs, qui l'a amené à discuter avec tous les géants de la planète tech, OpenAI veut cette fois mettre au point un superordinateur avec Microsoft !

Stargate, le superordinateur du futur ?

Le partenariat Microsoft-OpenAI est sûrement une des alliances économiques les plus fécondes de ces derniers temps. Et on vient d'en avoir encore la preuve avec les nouveaux renseignements qui viennent de nous être fournis par le média The Information. D'après ce média, les deux entreprises souhaitent mettre au monde un nouveau superordinateur basé sur l'intelligence artificielle, pour lequel un

investissement pouvant aller jusqu'à 100 millions de dollars serait consenti. Preuve du caractère potentiellement exceptionnel du produit à venir, ce projet a pour nom « Stargate », la porte des étoiles. Un nom très connu par les amateurs de science-fiction, puisqu'il était celui de la série dans laquelle un portail extra-terrestre permettait à l'armée américaine de voyager instantanément à travers la galaxie.

Microsoft et OpenAI à mi-parcours

Le financement du superordinateur est assuré par Microsoft, qui le développe dans le cadre de son réseau de data center. Et le géant de Redmond ainsi qu'OpenAI ont, toujours selon la même source, déjà bien avancé sur le projet Stargate. Ils en seraient à la troisième des cinq phases prévues avant la conception finale, qui devrait avoir lieu à l'horizon 2028. Reste que la mise au monde ce superordinateur, qui devrait promettre, est aussi soumise à l'achèvement d'autres projets chez OpenAI, et parmi eux, l'aboutissement rapide de la nouvelle version GPT-5. Ce qui devrait être fait selon The Information, pour qui cette version du modèle de langage d'OpenAI devrait être lancée en début 2025.

AFFAIRE FTX

Sam Bankman-Fried condamné à 25 ans de prison

La saga de la plateforme de cryptomonnaie FTX arrive finalement à sa conclusion judiciaire. Son ancien patron, Sam Bankman-Fried, vient en effet de se voir communiqué sa peine. Et elle est bien lourde ! En novembre 2022, le numéro deux mondial des cryptomonnaies, la plateforme FTX, se mettait brutalement en faillite, entraînant derrière elle de nombreuses pertes pour ses clients. Environ un an et demi après le début de ce scandale, et un déballage public des coulisses de FTX par plusieurs anciens dirigeants, le principal responsable de cette débâcle, l'ex-patron Sam Bankman-Fried, est finalement condamné par la justice des États-Unis.

25 ans derrière les barreaux



Sam Bankman-Fried (SBF) pouvait trembler. Le ministère public demandait à l'occasion de son procès qu'il reçoive une peine de prison qui pouvait monter au maximum jusqu'à 110 ans. En comparaison, celle qui vient de lui être annoncée pourrait presque sembler « légère ». L'ancien milliardaire a en effet été condamné à 25 ans de prison, la majeure partie de cette peine (20 ans) correspondant à 4 chefs d'accusation majeurs, les 5 ans restants étant liés à deux chefs plus mineurs. Le juge a par ailleurs ordonné la saisie de près de 11 milliards de dollars d'avoirs et de biens de SBF.

SBF promet de rendre l'argent... mais ne convainc pas

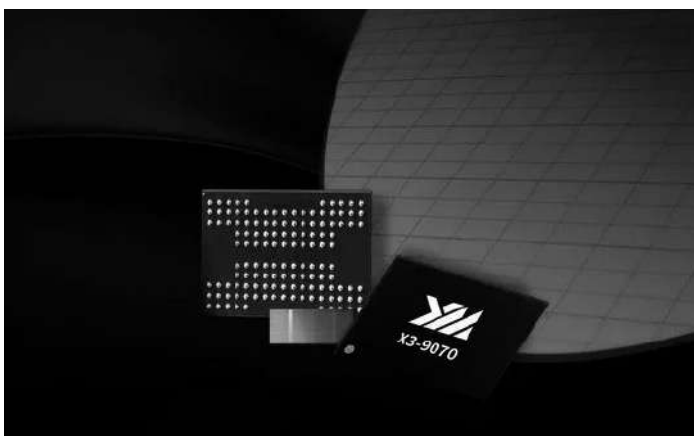
La défense du trentenaire n'a donc que très partiellement convaincu la cour. Les avocats de l'homme d'affaires demandaient en effet une certaine clémence, à savoir une peine de six ans et demi, au motif notamment que les clients lésés seraient à terme remboursés. On parle ici d'une somme totale de près de 8 milliards de dollars. Pour appuyer cette affirmation, la défense a rappelé que la valeur des avoirs en cryptomonnaies de FTX a connu une augmentation en cette période d'euphorie pour le secteur, avec un Bitcoin à plus de 70 000 dollars. Elle a aussi montré du doigt la valeur des parts de FTX dans l'entreprise IA très prometteuse Anthropic. Autant d'arguments qui n'ont convaincu ni le juge en charge du dossier, Lewis Kaplan, ni le jury, qui n'a guère mis que quatre heures pour rendre son verdict.

Un fabricant chinois annonce de la NAND QLC avec une grande endurance

Le coût au gigaoctet des SSD pourrait être nettement abaissé si cette NAND QLC tient ses promesses en endurance. Génération après génération, les coûts des puces de mémoire NAND ont été largement réduits en passant de la technologie SLC (single-level cell) à la MLC (multi-level cell) et même TLC (triple-level cell). Le passage de 1 bit par cellule (SLC) à 2 bits par cellule (MLC) et même 3 bits par cellule (TLC) a permis de garder d'excellentes performances et de réduire les coûts de production. Seule ombre au tableau, l'endurance des puces s'en trouvait drastiquement réduite. Bientôt, ce ne sera plus une fatalité ?

Bien plus de cycles de programmation/effacement

Il faut effectivement savoir que l'on ne parle pas d'une petite réduction de l'endurance des puces en augmentant ainsi le nombre de bits par cellule. Si la NAND SLC pouvait autoriser 100 000 cycles



de programmation/effacement, on passait à 10 000 cycles sur la MLC. Pire, avec la TLC, les fabricants ont encore divisé par trois le nombre de cycles de programmation/effacement, on parle de 3 000 cycles. Une valeur incompatible avec certains professionnels – d'où la persistance des SLC/MLC – mais suffisante pour un usage personnel et la TLC s'est donc imposée.

En revanche, le passage à la QLC (quad-level cell) ne convainc pas la faute à une endurance encore réduite : on ne parle plus cette fois que de 100 à 1 000 cycles en fonction des constructeurs. Insuffisant... mais un fabricant chinois pourrait avoir trouvé une solution.

Bientôt des SSD encore moins chers ?

La Yangtze Memory Technologies Co (YMTC) a effectivement an-

noncé de la mémoire NAND QLC dont l'endurance pourrait se chiffrer à 4 000 cycles de programmation/effacement. Une prouesse donc puisque nous sommes au niveau des plus modernes puces de TLC. YMTC ne détaille pas vraiment les améliorations réalisées pour obtenir de tels résultats. La marque se contente de parler « d'innovations dans les matériaux utilisés dans la conception des puces de NAND, de contrôleurs avancés et de nouveaux algorithmes de correction d'erreurs ». On a connu plus précis. La mémoire X3-6070 3D QLC NAND de YMTC est limitée à 2 400 MT/s et 128 couches, mais cela suffit pour que son SSD de référence – le PC41Q – signe 5 500 Mo/s en lecture/écriture séquentielle. De plus, les données seraient conservées à 30°C pendant un an, comme sur les SSD en TLC. Si les informations communiquées par YMTC se confirment, cela ouvrirait la voie à une nouvelle réduction du coût au gigaoctet des SSD.

[illegible]

Le nouveau gouvernement prête serment

Le nouveau gouvernement palestinien, dirigé par Mohammed Mustafa, a prêté serment devant le président de l'État de Palestine, Mahmoud Abbas, au siège présidentiel à Ramallah. Selon l'agence Wafa, « M. Mustafa a promis que son nouveau gouvernement servirait tous les Palestiniens », soulignant que « la référence politique du gouvernement est l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), son programme politique et ses engagements internationaux, comme l'exige la lettre de mission présentée par le président Mahmoud Abbas au nouveau gouvernement ».



AID EL FITR

Appel à intensifier les efforts pour garantir la disponibilité des produits

Le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni, a appelé, à intensifier les efforts pour garantir la disponibilité des marchandises et des biens essentiels aux citoyens à l'occasion de la fête religieuse Aid El Fitr.

Le ministre qui a présidé une réunion d'évaluation avec les directeurs régionaux et de wilayas a également exprimé sa confiance en la capacité des cadres et des directeurs de son secteur à poursuivre leur travail avec le même « enthousiasme et dévouement » pendant cette période de l'Aid. Abordant la situation du marché durant ce mois de Ramadhan, Zitouni affirmé que les mesures proactives décidées par le président Tebboune, pour garantir la disponibilité des produits de base, ont permis de réguler les marchés pendant le mois de Ramadan. Le ministre a souligné, à ce titre, que « les instructions strictes et les mesures proactives du président de la République visant à garantir la disponibilité des produits de base en autorisant l'importation des viandes rouges et blanches, à réguler les marchés pendant le mois de Ramadan, à augmenter la part des minoteries privées en blé, et à multiplier la production d'huile et de sucre, ont contribué à la stabilité du marché pendant ce mois sacré ». Par ailleurs, le ministre a salué « la coopération et la coordination totale » entre son département et les ministères de l'Agriculture et du Développement rural, de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, ainsi que « leur contribution efficace » à la stabilisation des prix des produits de large consommation tout en assurant leur disponibilité.

EN VISITE DE TRAVAIL À TOUGGOURT

Arkab lance les travaux d'une nouvelle centrale solaire

En visite de d'inspection et de travail dans la wilaya de Tougourt, le ministre de l'Énergie et des mines, Mohamed Arkab, a entamé sa tournée par l'inspection de la station de distribution de kérosène située à l'aéroport-Sidi Mahdi. La station dispose d'un réservoir de 100 mètres cubes, deux pompes électriques et deux camions-citerne d'une capacité totale de 25 m3 pour ravitailler les avions. Elle est également équipée de systèmes de surveillance et de lutte contre l'incendie, de générateurs et d'un transformateur d'alimentation électrique. Cette installation vitale apportera une valeur ajoutée à l'aéroport de Sidi Mahdi de Tougourt, appelé à accueillir différents types et tailles d'avions, ce qui relancera le développement et la dynamique économique de la région ainsi que le trafic aérien à l'aéroport de Sidi Mahdi. Auparavant, le ministre a écouté les présentations du directeur de l'Énergie et des Mines et du directeur de la distribution de l'électricité et du gaz de Tougourt, sur la situation du secteur dans la wilaya où le taux de raccordement au réseau électrique a atteint 97 % contre 84% pour le gaz. Par la suite, la délégation ministérielle, comprenant les présidents directeurs généraux des Groupes Sonatrach et de Sonelgaz, du

président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures et du directeur général de Naf-tal, ainsi que de hauts responsables du ministère et du secteur, a inspecté l'entrepôt de stockage et de distribution de carburants (EURL DRH- CAPETRO) d'une capacité de 6 100 mètres cubes et d'une superficie totale de 10 000 m². Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de l'État visant à augmenter les capacités de stockage de carburants et à développer les centres de stockage régionaux, grâce aux investissements lancés dans ce domaine, précise un communiqué du ministère. L'objectif est d'atteindre, au minimum, une autonomie de 30 jours. Par ailleurs, ce projet permettra la création de 56 emplois. Dans une déclaration, le ministre a exprimé sa satisfaction pour cette initiative privée, notamment au niveau des wilayas nouvellement créées. Notons qu'au cours de cette visite, le ministre procédera à la mise en service et au lancement de plusieurs projets énergétiques, tels que la réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque. Un projet s'inscrivant dans le cadre du programme de réalisation de 15 centrales solaires photovoltaïques avec une production totale de 2 000 MW, dont les capacités de

production oscille entre 80 et 220 mégawatts, réparties sur 12 wilayas du pays à savoir (Bechar, M'Sila, Bordj Bou Arreridj, Batna, Laghouat, Ghardaïa, Tiaret, El Oued, Tougourt, El M'ghair, Biskra et Ouled Djellal). Intervenant à cette occasion, M. Arkab a assuré que le lancement des travaux de ce projet constitue une avancée significative dans le cadre du projet de la transition énergétique adoptée par l'Algérie conformément aux instructions du Président de la République : « La réalisation de ce programme permettra de préserver l'environnement et d'économiser le gaz naturel utilisé dans la production de l'électricité » a-t-il déclaré. Selon un communiqué du ministère, le délai de réalisation de ce projet est de 14 mois. Le chantier a été confié à l'entreprise publique Cosider : « Ce projet permettra l'ouverture de 500 nouveaux postes d'emplois au cours de la période de réalisation. Une fois mise en service, la future centrale englobera 27 sections photovoltaïques » assure la même source. Il s'agit du deuxième projet lancé par le ministère de l'Énergie dans le cadre du programme des 15 GW d'énergie solaire, après celui lancé récemment dans la wilaya d'El-Meghaier.

RAMADHAN

Saisie de 237 t de produits alimentaires impropres à la consommation durant le ramadhan

Quelques 237 tonnes et 56.388 litres de produits alimentaires non conformes et impropres à la consommation ont été saisies au cours des 20 premiers jours du mois de Ramadhan, pour un montant avoisinant les 105 millions de DA, a indiqué lundi le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. Dans son bilan d'activités de contrôle économique et de répression des fraudes, les services de contrôle relevant du ministère ont mené 136.151 interventions durant cette période donnant lieu à la saisie de 237 tonnes et 56.388 litres de produits alimentaires non conformes et impropres à la

consommation, d'une valeur totale de 104,37 millions DA. Selon le même bilan, les interventions réalisées se sont soldées par la constatation de 26.944 infractions, l'établissement de 25.630 procès-verbaux de poursuites judiciaires et des propositions de fermetures administratives de 899 locaux commerciaux. Le montant du défaut de facturation dissimulé est de l'ordre de 2,59 milliards de DA, est-il mentionné dans le bilan du ministère, tout en précisant que 971 échantillons ont été prélevés pour analyse microbiologiques et physicochimiques. S'agissant de la répartition des infractions constatées, elles portent

sur le défaut d'affichages des prix et des tarifs (9.930), le non-respect de l'obligation d'hygiène et de salubrité (6.288), le défaut de facturation (1589), le non-respect de l'obligation d'autocontrôle (1.194), la détentention et vente de produits impropres à la consommation (1.079), l'opposition au contrôle (657) et le défaut d'inscription au registre de commerce (587). Cette liste d'infractions comporte aussi le non-respect de l'obligation d'information du consommateur (438), le non-respect de l'obligation de la sécurité du produit (413), le non-respect de l'obligation de l'innocuité des denrées alimentaires (381), l'exercice d'une activité com-

merciale en dehors de l'objet du registre de commerce (208), l'établissement de factures non conformes (138), le défaut de modification des mentions portées sur le registre de commerce (141), ainsi que d'autres infractions (3.901). En matière de la lutte contre la spéculation illicite, les services de contrôle économique et de répression des fraudes ont réalisé 19.240 interventions, ayant permis de constater 06 délits, de dresser 06 procès-verbaux de poursuite judiciaire et de saisir une quantité de 76,31 tonnes d'aliment de bétail, viandes rouges et blanches et légumes secs, souligne-t-on par ailleurs dans le bilan.

CONSEIL DE LA NATION

Présentation du texte de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, lundi, devant les membres du Conseil de la nation, le texte de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021, qui a enregistré des recettes supérieures de 10% aux prévisions. Lors d'une plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Faïd a précisé que le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021, élaboré dans le cadre des réformes liées à la maîtrise

des dépenses publiques à moyen terme, avait révélé une hausse des recettes budgétaires de 10,67% par rapport au montant prévu dans la loi de finances complémentaire (LFC) du même exercice. Selon les chiffres présentés par le ministre, les recettes budgétaires ont atteint 5.900,63 milliards de DA à fin décembre 2021, dont 3.973,58 milliards de DA liés aux ressources ordinaires et 1.927,05 milliards de DA à la fiscalité pétrolière. S'agissant des dépenses budgétaires, elles ont atteint 7.925,23 milliards de DA, dont

5.450,44 milliards de DA pour les dépenses de fonctionnement et 2.474,78 milliards de DA pour les dépenses d'équipement, soit un taux d'exécution de 91,69% par rapport aux estimations de la LFC du même exercice. Dans ce cadre, le ministre a rappelé que les dépenses budgétaires de 2021 avaient connu une hausse par rapport à 2020 pour la prise en charge des dépenses supplémentaires induites par la pandémie de Covid-19 et de celles liées à la demande d'investissement dans les différents secteurs, à la réorganisation territoriale et au programme de

rattrapage spécial au profit de certaines wilayas. Dans son rapport sur le texte de loi, la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation a exprimé "sa satisfaction quant à la véracité des données comptables fournies par le ministère des Finances concernant l'exécution du budget et les opérations du Trésor de l'exercice 2021, ce qui a été confirmé par la Cour des comptes dans son rapport d'évaluation joint à ce texte de loi".